

Rouge

Grande Bretagne,
Italie, RFA

L'Europe des travailleurs
p.12/13

M 1578 N°1114 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 25 au 31 mai 1984

Les députés à genoux: l'école laïque portera la croix



Citroën

La suspension
de la grève

p.4

Le Bourget

26-27 mai

p.8/9

Immigration

Une victoire
partielle

p.7

POINT DE MIRE

MUNICIPALES-BIS

La droite plafonne

Thionville, Houilles, Dammarie-les-Lys, les municipales bis du dernier week-end ont fait couler beaucoup d'encre. La nette victoire de la droite à Dammarie n'a rien d'une surprise. Le maire sortant RPR a simplement confirmé son score de mars 1983. Les commentateurs, de droite ou de gauche, soulignent l'accroissement net des abstentions (+ 7 % environ), et la chute en conséquence de la liste conduite par le PS.

Les interrogations et les explications se multiplient, par contre, en ce qui concerne Thionville. La gauche est repassée au premier tour, dans une région frappée par le plan acier. Mais la tête de liste PC, comme le PS local, s'étaient vivement élevés contre le plan sidérurgie du gouvernement. Les habitants de Thionville ne doivent accorder par contre qu'un crédit très limité aux habituelles promesses de la droite. Ils savent pertinemment que les restructurations, les licenciements, dans ce secteur n'ont pas commencé le 10 mai 1981 ! Indice révélateur, Giscard était en tête aux présidentielles devant Mitterrand. L'image de marque locale du maire a continué à faire son effet. Celle de l'opposition, aujourd'hui, n'a guère attiré l'électeur. Les abstentions importantes dans l'électorat ouvrier n'ont même pas permis aux deux listes de droite RPR et UDF de refaire leur handicap.

Houilles confirme cette tendance. Rien n'est joué, l'élection au second tour dépendra du report des voix des écologistes. La liste de l'opposition a progressé de cinq points... mais la liste « divers droite » qui recueillait 4,3 % des voix au premier tour de mars 1983, ne se représentait pas. La gauche est en hausse de 2 %, mais l'extrême gauche (1,2 % en mars 1983) ne se présentait pas cette fois. Si les reports de voix se font à l'image du second tour de mars 1983, les votes écologistes se reportant largement sur la liste de gauche, celle-ci peut l'emporter de justesse.

Visiblement, l'état de la droite, sa campagne européenne notamment, ne motive guère ses électeurs dans les municipales bis aujourd'hui.

M. M

sion du prochain débat parlementaire sur le statut de la Nouvelle-Calédonie, a rencontré, le 18 mai, une délégation de la LCR.

« Les deux délégations ont procédé à un tour d'horizon sur la situation en Nouvelle-Calédonie et plus particulièrement sur la lutte du peuple kanaque pour sa libération. La mission du Front indépendantiste, représentant légitime du peuple kanaque, a réaffirmé son attachement imprescriptible à la lutte pour l'indépendance kanaque et socialiste et précisé son propre projet de statut de transition vers l'indépendance, projet qu'elle oppose à celui du gouvernement pour la colonie.

« La délégation de la LCR a, de son côté, réaffirmé son soutien résolu et inconditionnel à la lutte de libération du peuple kanaque et son engagement à développer la solidarité en France. »

OPPOSITION

Une, deux, trois...

Il est piquant de voir Chirac, principal artisan de la liste unique d'opposition, contraint aujourd'hui de « cartonner » ses petites listes sœurs, Le Pen, Gomez-Waterman et consorts, qui risquent d'entamer le score de Simone Veil aux européennes.

Défenseur inconditionnel du libéralisme, de la liberté d'entreprendre, le maire de Paris devient sur le terrain, dans son camp, défenseur du monopole électoral !

Ses concurrents directs au poste de leader de l'opposition, Barre, et Giscard, sont remarquablement discrets dans leur soutien à la liste unique. Si ce n'est plus... La présence de giscardiens-giscardiennes notoires sur la liste Gomez est de renommée quasi publique. Le coup de main donné par Léotard, secrétaire du PR, et farouche adversaire de la liste unique, à la constitution de la liste de la patronne des stylos Waterman n'est pas, non plus, passé inaperçu.

Le souci d'élargir le camp de l'opposition au centre droit « pour rassembler deux Français sur trois, en vue de l'alternance » mord pour l'instant sur

l'influence de la liste RPR, UDF.

Le Pen, de son côté, attire les déçus d'une liste Chirac, Veil trop sage à leur goût.

L'ensemble dessine un paysage peu attirant pour les électeurs de l'opposition. Les observateurs politiques bourgeois les plus réalistes n'en finissent pas de se ronger les ongles : « La droite n'a toujours pas récupéré durablement à son profit le discrédit de la majorité auprès d'une large frange de ses électeurs. »

REFLEXIONS

Un dirigeant de Renault conseille les patrons américains.

Un cadre de Renault livrait ses réflexions dans le magazine US, Business-week du 7 mai. Il parlait en guerre, dans cet hebdomadaire économique patronal contre une législation qui protégerait trop les travailleurs. Une façon très particulière d'apporter « son expérience d'européen », comme dit le sieur Gérard Toth, vice-président, directeur de qualité chez Renault. A lire et faire lire par tous ceux qui pourraient avoir la moindre illusion sur le haut encadrement de la Régie...

« En France, il est parfaitement impossible de licencier un employé après la période d'essai (allant de vingt-cinq semaines pour un OS à six mois pour un directeur).

« Malheureusement, nous avons toute l'expérience voulue pour savoir si ces procédures protègent les travailleurs sans léser les entreprises ou si, au contraire, elles représentent l'invention la plus stupide qu'on puisse imaginer pour transformer n'importe quelle entreprise, même la plus dynamique en un canard boiteux.

« L'industrie actuelle a plus que jamais besoin de souplesse pour survivre. Sans souplesse dans l'utilisation de la main-d'œuvre, cela est impossible. La possibilité discrétionnaire de licencier des salariés peut sem-

bler totalement injuste à des gens à la bonté plus développée que le bon sens. Mais la menace planant sur la compétitivité industrielle pèse beaucoup plus lourd que les éventuelles injustices, contre lesquelles le recours légal est toujours offert.

« L'idée selon laquelle on peut résoudre quelques cas

litigieux en risquant de mettre à genoux d'énormes secteurs de la production est tellement absurde que nos législateurs devraient réfléchir deux fois plutôt qu'une avant de promouvoir des lois concernant un domaine où, nous autres européens, avons malheureusement beaucoup d'expérience. »

REPERES

MEETINGS LE PEN

Les incidents se multiplient

Quand Le Pen et son parti néo-nazi (Front national) pointent le bout de leurs museaux, des incidents éclatent. Comment s'en étonner, quand le démagogue fasciste de service incite à la haine raciale, à la mobilisation contre les organisations du mouvement ouvrier ? Samedi 19 mai, Olivet, près d'Orléans. Au terme d'une manifestation, qui réunit au moins 1 500 personnes, une trentaine d'antifascistes convaincus viennent porter la contradiction à Le Pen, entouré de ses gardes du corps, lors d'une conférence de presse. Après une charge de l'extrême gauche, ses sbires s'y mettent, cassent des carreaux, tentent de chasser les antifascistes.

Jeudi 17, à Rouen, Le Pen arrive. La veille, un rapide dépôt de gerbe PC-CGT, en hommage aux victimes du nazisme. Le lendemain, jour du meeting, sans le PC et la CGT, trois mille manifestants ! Du rarement vu à Rouen, traditionnelle implantation du parti de Georges Marchais. Des slogans fusent contre le fasciste Le Pen, pour l'égalité des droits pour les immigrés, contre les licenciements et les expulsions. Manière de montrer que le Front national, derrière une campagne centrée sur le racisme, veut grandir en parti anti-ouvrier, capable d'affronter les organisations ouvrières... Un front unitaire donc, entre les ASTI, des organisations démocratiques et immigrées, le PS, la FEN, la CFDT, la LCR. Le PC avait tenté de rallier tout le monde la veille. La pression unitaire fut la plus forte. D'autant que beaucoup de jeunes et d'immigrés avaient recouvert les affiches racistes de Le Pen, montrant qu'ils voulaient autre chose que le Front national, actuel.

Le chapiteau de Le Pen brûlera, l'incendie sera igné Association révolutionnaire anti barbouze. ARAB... De quoi penser à une provocation (où à l'incendie du Reichstag, le culte des ancêtres quoi...) Quelques incidents en fin de parcours donnèrent à la presse de Hersant le courage de valoriser le discours de Le Pen, tenu devant moins de 1 500 personnes.

21 mai, Clermont-Ferrand. Un front très large, trente organisations, dont la LCR, le PC, le PS, la CGT, la CFDT, le MRAP, l'ASTI au sein d'un collectif antiraciste, faisait distribuer un tract signé par tous contre le meeting Le Pen, qui devait se tenir au cœur d'une ville dont le maire est PS. Cinq mille manifestants se réunirent. Puis mille cinq cents d'entre eux, dont la LCR, se dirigèrent vers la salle. Là un imposant service d'ordre policier les attendait. Le face à face dura une heure, jusqu'à ce que Le Pen, à 20 h 25, arrive avec ses sbires, en Mercédès. Cohue, bousculade... Les deux voitures de gardes-du-corps se heurtent, les hommes de Le Pen étaient nerveux. Ils sortent, pistolet à la main. La presse régionale n'en croit pas ses yeux, les photographes de la Montagne non plus. Et pourtant, sous les blousons de ces messieurs, il y a plus dur que leurs biceps. Du bon neuf millimètres bien français. Les CRS chargent... les antifascistes. Les incidents dureront très tard le soir. Et la police de Defferre procédera à l'interpellation, non pas des hommes de main armés de Le Pen, mais de quelques anti-fascistes. Une conférence de presse devait avoir lieu le 22 au soir, pour faire le point.

Puis Lille, et bientôt Paris. Le cirque nazi continue...

J. L.

NOUVELLE-CALEDONIE

La LCR rencontre le Front indépendantiste

Une mission du Front indépendantiste de Nouvelle-Calédonie séjourne actuellement en France. Elle vient défendre la perspective de l'indépendance, à quelques jours de la discussion du projet de loi du gouvernement, projet

qui perpétue le statut colonial de ce « territoire d'outre-mer ». Pour faire connaître leurs positions, les représentants du Front indépendantiste rencontrent toutes les organisations ouvrières et démocratiques. Une délégation de la direction nationale de la LCR s'est, dans ce cadre, entretenue avec eux le 18 mai et les deux parties ont publié le communiqué suivant :

« Une délégation du Front indépendantiste de Nouvelle-Calédonie, venue soutenir le député kanaque Roch Pidjot, à l'occa-

Sommaire

Bloc-notes p. 2	Temps partiel p. 11
35 heures p. 3	Afrique du Sud ; RFA p. 12
Citroën p. 4	Grande-Bretagne ; Italie p. 13
SNCF p. 5	Mouvement de paix ;
Syndicat p. 6	Nicaragua p. 14
Immigration p. 7	Culture p. 15
Rassemblement p. 8-9	CEE p. 16
Ecole p. 10	

Cet été

inscrivez-vous aux stages

Deux dates :

- du 30 juin au 7 juillet
- du 21 au 28 juillet

A REMPLIR

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Profession : _____

Lieu d'emploi : _____

Syndicat : _____

Responsabilité syndicale : _____

Stagiaire à la LCR : Age : _____

en contact avec le LCR Sexe : _____

sans contact avec le LCR

Numero du stage choisi

Je viens avec : enfant(s) âgés de _____

j'ai en voiture et je dispose de _____ places

si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture

on peut me téléphoner _____

au n° _____ de _____ h à _____ h

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F
Abonnements par avion : nous consulter		

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Formule choisie _____

Règlement à l'ordre de PEC,
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Robert March
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



Grève de l'IG-Metall à l'usine Behr, à Stuttgart (RFA).

Les 35 heures, made in Germany, arrivent en France

Les trente-cinq heures ? Tous en parlent.

Mauroy à la fête de la Rose du Nord, Chirac à la radio. Gattaz en trépigine de rage à l'avance... Qui provoque cet émoi ? Les métallos allemands. Par leur grève pour les trente-cinq heures sans réduction de salaire, ils peuvent féconder le mouvement ouvrier européen d'un objectif de classe... et de masse.

« Nous sommes totalement et irréductiblement opposés à une réduction uniforme et obligatoire du temps de travail », s'écrie Gattaz dans le *Figaro* du 18 mai. « Il ne faut pas chercher un traitement social du travail... La recherche qui se fonde sur la diminution du temps de travail est à mes yeux une mauvaise recherche », explique Chirac le 20 mai au « Grand jury RTL-le Monde ».

Quelle mouche pique donc le chef du CNPF et son valet de pied du RPR ? On ne les a jamais entendus si véhéments contre le chômage... C'est que les métallos allemands sont passés à l'offensive. Contre les licenciements et le chômage, ils ont déclenché une grève pour les trente-cinq heures sans réduction de salaire, mouvement qui s'étend chaque jour dans l'automobile. Inquiets, notre droite et nos patrons nationaux se demandent si les travailleurs français ne vont pas en tirer exemple... Pour eux, que la classe ouvrière polonaise se batte, passe encore. Mais que les ouvriers ouest-allemands partent pour la grève générale, voilà de quoi les apeurer.

L'effet des 35 heures

Mauroy, à la fête de la Rose du Nord-Pas-de-Calais, reprend les trente-cinq heures. Avec réduction de salaire et échange du temps de travail contre la progression du pouvoir d'achat. Mauroy recommande même, en ce dimanche 20 mai, que « cette revendication doit être portée par les travailleurs ». La direction nationale

de la CGT, par Sainjon à Citroën et sa *Vie ouvrière*, se sent soudain des affinités avec le DGB et son IG-Metall. Ils font les yeux doux à une grève qui se déroule au-delà du Rhin... Ici, c'est autre chose ! En fait, toute la classe politique se polarise sur les trente-cinq heures, parce que le drapeau des trente-cinq heures à salaire maintenu peut devenir celui de tous les travailleurs en France et en Europe.

Alors chacun se dépêche. Mauroy organise un « séminaire sur les trente-cinq heures ». Comme si on avait besoin de technocrates cravatés pour décider de ces trente-cinq heures. C'est que le gouvernement nous prépare une savante formule qui réduit le temps de travail et le pouvoir d'achat, sans que cela gêne les patrons. Surtout pas de loi des trente-cinq heures, dit Mauroy. C'est en effet ce que redoute Gattaz.

Quant à la droite, par son *Figaro* qui chante le grand air du CNPF, elle trouve les accents de ses homologues allemands au pouvoir. Réduire le temps de travail à salaire égal, c'est alourdir les charges des entreprises, les rendre moins compétitives, donc faire le jeu des Japonais. Paul Fabra du *Monde* parle du « mirage des trente-cinq heures » et de la « catastrophique loi des quarante heures de 1936 ». Plus à l'aise pour se gargariser de modernisation, modernisme, modernité, les voilà fustigeant le travailleur qui veut sauver son emploi. Ce n'est pas sérieux, disent-ils. Partager le travail, garantir le pouvoir d'achat, faire

diminuer le chômage, et puis quoi encore ?

Dans leurs vociférations se dessine la silhouette de leur société, et elle est peu ragoutante. Leur société du profit-roi est incapable d'assurer l'emploi, et ne peut supporter le moindre progrès social. Quelle réussite, le capitalisme !

Pour les 35 heures, au tour de la France !

Leur société capitaliste, c'est l'exportation du chômage par le renvoi des immigrés. C'est au bout d'un chômage de plus en plus long, le temps partiel et le travail précaire pour les femmes et les jeunes. C'est toujours moins d'indemnités chômage et toujours plus d'arbitraire patronal pour les licenciements. Et cela, le gouvernement soutenu par le PS et le PC l'accepte, l'encourage, en fait sa politique. Il n'y a rien à attendre de ce gouvernement, de ses promesses. Oui, il avait promis les trente-cinq heures (comme le « grand service public et laïque de l'enseignement » d'ailleurs). Mais sa loi est celle de la trahison des espoirs du 10 mai.

Ne reste qu'une voie, celle empruntée par les métallos allemands. Celle de la grève générale pour les trente-cinq heures sans perte de salaire. Qui serait assez naïf pour attendre les décisions d'un Mauroy qui parle des trente-cinq heures pour faire oublier la loi Savary, qui met en avant la réduction du temps de travail pour masquer le plan d'austérité qui arrive ? Les trente-cinq heures seront obtenues par la lutte, comme en RFA. Oh, ce n'est pas la réponse magique à tous les problèmes. Mais cette revendication a plusieurs avantages. Et d'abord, celui d'unifier les actifs et les chômeurs, laissés pour compte, vers un même objectif : trente-cinq heures pour créer des emplois avec les heures libérées, pour embaucher les sans-travail, au même salaire. Unifier les travailleurs et les femmes travailleuses, premières visées par le temps partiel. Unifier les travailleurs et la masse des jeunes, qui constitue le gros des

fichiers des ANPE. Trente-cinq heures aussi pour arrêter la chasse sociale à l'immigré, ouverte par ce sale accord patronat-directions syndicales (sauf la CGT) sur l'aide au retour. A Citroën, personne ne s'y est trompé. Les trente-cinq heures sont devenues une revendication prioritaire, pour contrer les manœuvres patronales de division selon les nationalités.

Les syndicalistes unitaires doivent en faire leur revendication phare, contre le chômage et les licenciements. C'est aux directions nationales des syndicats d'organiser, comme en RFA, une campagne d'explication sur les trente-cinq heures, c'est à elles d'organiser dès maintenant la solidarité avec les métallos ouest-allemands. Fortes de cette sensibilisation de masse, elles peuvent déposer un ultimatum au patronat et au gouvernement. Ou ce sont les trente-cinq heures sans diminution de salaire tout de suite, ou c'est le début d'une bataille nationale pour gagner cette revendication. A elles d'exiger du gouvernement de gauche qu'il présente au Parlement une loi des trente-cinq heures à salaire non diminué. A nous de préparer le tous ensemble contre l'austérité, pour la défense du pouvoir d'achat, pour les trente-cinq heures.

Leur Europe, c'est treize millions de chômeurs

En RFA comme en France, deux millions et demi de sans-travail. Ce que veut le patronat en France comme en Europe, c'est que les travailleurs s'épuisent en vain dans une concurrence intercapitaliste dans laquelle ils feront les frais des coûts sociaux à réduire. Ce que veulent les gouvernements qui pratiquent l'austérité, ceux de Kohl, Thatcher et Mitterrand, c'est que les travailleurs admettent au nom de la modernisation leur remplacement par des machines.

L'Europe des travailleurs peut exister à travers la bataille des trente-cinq heures.

Jean Lantier

CITROËN

Les travailleurs ont gagné du temps

La double décision gouvernementale — reporter les 2 300 licenciements et autoriser plus de 4 000 suppressions d'emplois — intervient dans un contexte différent de celui de Talbot et lui donne donc une autre portée.

Jusqu'à présent, et malgré la grande mobilisation de Lorraine, la politique gouvernementale consistait à donner satisfaction au patronat et à ses agents dans les entreprises nationalisées, quasi immédiatement. Face à une grève avec occupation, il vient de reculer d'un pas en reportant les licenciements, vécus par les travailleurs comme l'attaque la plus importante contenue dans le plan de PSA.

Pour tous, cette décision est le produit direct du rapport de forces obtenu par les travailleurs en lutte avec des formes radicales. Par ailleurs, le gouvernement « souhaite » que des négociations s'ouvrent sur la durée du travail alors qu'au même moment Gattaz monte en première ligne pour refuser toute perspective en ce sens quelle qu'en soit la forme.

C'est aussi l'une des différences importantes d'avec la lutte de Talbot. Différence qui survient au moment où la question des 35 heures se discute largement et où les métallurgistes allemands sont en grève pour cet objectif.

C'est donc à juste raison que les travailleurs ont l'impression que leur grève a marqué un point, qu'elle leur fait gagner du temps en mettant PSA dans une position plus inconfortable.

Il reste que la direction de PSA a toute latitude pour manœuvrer et reprendre le chemin de l'épreuve de

force en proposant à nouveau des licenciements dans son prochain plan. De ce point de vue, la déclaration gouvernementale ne règle rien sur le fond et justifie la volonté des travailleurs de rester mobilisés pour reprendre le conflit si PSA maintient ses objectifs.

Il reste aussi que la décision d'autoriser les 4 200 suppressions d'emplois est un coup contre ceux de Citroën. Une partie des ouvriers combattifs vont partir dans les charrettes de préretraités.

C'est dans ce contexte que la direction de la CGT a appelé à la reprise du travail. Elle qui avait fait grand bruit sur son refus de toute suppression d'emploi, allant même jusqu'à faire chiffrer le nombre d'embauches nécessaires à Aulnay, la voilà qui passe sous silence cet aspect de la décision gouvernementale.

C'est la démonstration, une fois de plus, que la direction de la CGT comme celle du PCF, ne sont pas disposées pour l'instant à engager l'épreuve de force avec le pouvoir. Le conflit Citroën n'était pas la dernière épreuve justifiant le départ des ministres communistes mais la simple continuation de la politique de démarcation de la direction du PCF pour tenter de récupérer à gauche le mécontentement que suscite la politique du gouvernement. Un recul partiel du

gouvernement lui suffit pour se valoriser aux yeux des travailleurs combattifs et ainsi utiliser son influence pour faire rentrer dans le rang la combativité, voire la colère.

Pour sa part, le gouver-

nement a pu voir que la montée du mécontentement changeait un peu les données du problème et du même coup soulignait l'utilité de la participation communiste pour maintenir ce mécontentement dans des limites supportables.

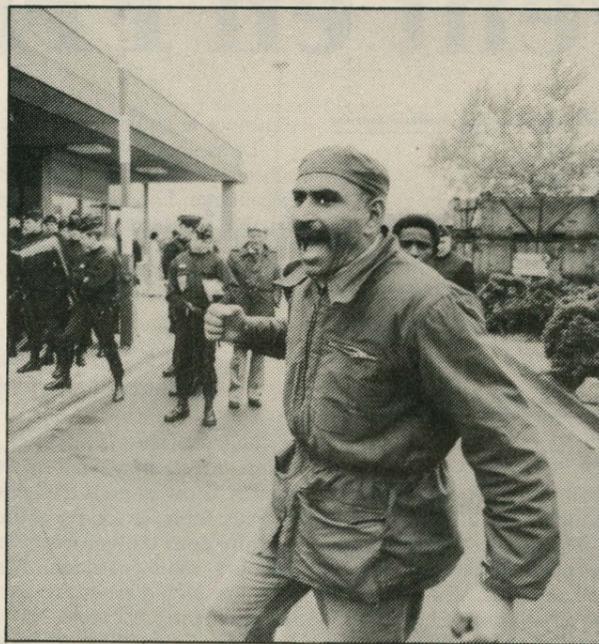
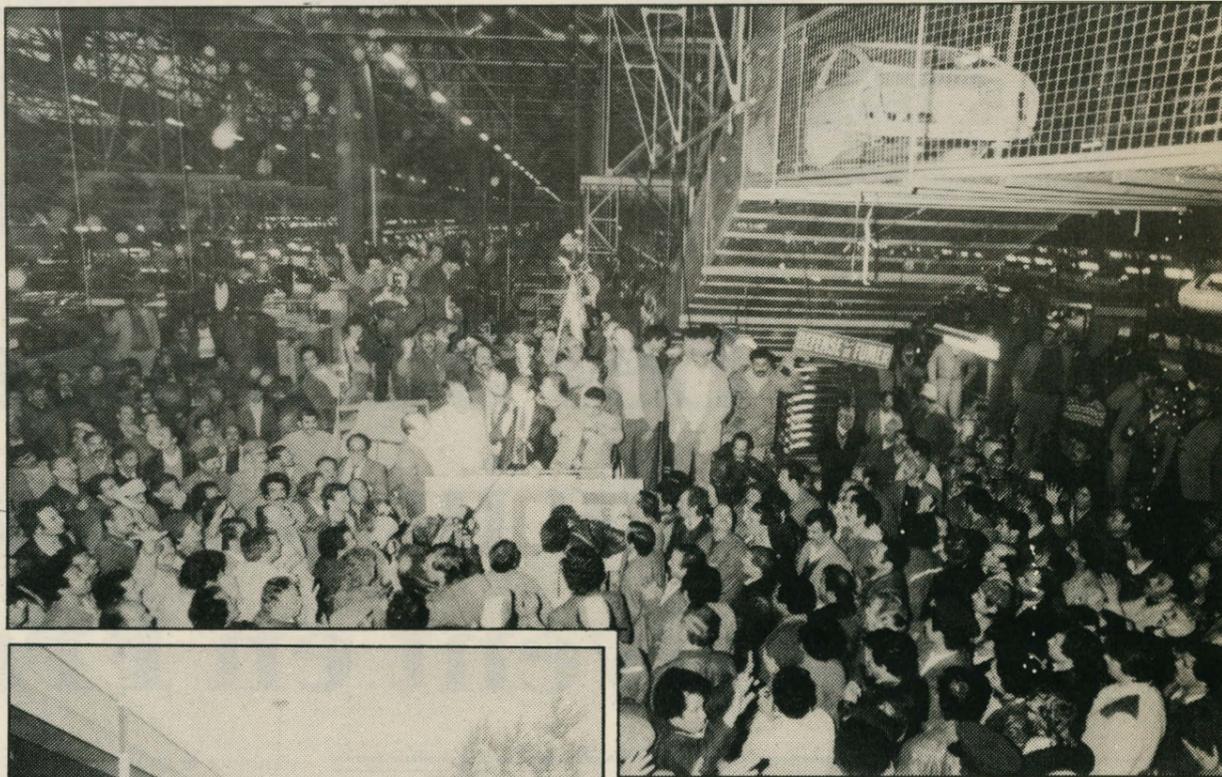
Au total donc, les décisions gouvernementales, grosses de nouveaux coups contre les travailleurs du fait de la conjonction des politiques patronale et gouvernementale, donne un petit « plus » aux travailleurs. A juste raison, ils ont le sen-

timent que leur lutte n'a pas été complètement inutile même s'il faudra recommencer pour régler le problème au fond.

Les échéances décisives restent à venir.

Frédéric Castello

Une assemblée générale à Citroën-Aulnay.



La sortie des travailleurs à Aulnay après le vote de la reprise du travail.



Les propositions de Bérégovoy

Vendredi 18 mai, le ministre des Affaires sociales, Pierre Bérégovoy, a annoncé la position du gouvernement :

— Accord pour 3 757 départs en préretraite dans le cadre du Fonds national pour l'emploi (FNE).

— Accord pour les retours « volontaires » au pays des 404 travailleurs immigrés qui ont accepté leur départ. (L'ASSEDIC verse les deux tiers des allocations auxquelles ils auraient droit, ils reçoivent aussi une somme de l'Etat et une de l'entreprise).

Au total, le gouvernement accepte donc 4 161 suppressions d'emplois sur les 6 081 demandées par PSA, c'est ce que Pierre Bérégovoy appelle les départs « volontaires ». « Par contre, les autres demandes de licenciement pour lesquels aucune solution n'a été mise en place sont pour l'instant refusés », a-t-il déclaré.

Il a donc décidé d'un délai de trois mois pour obtenir un accord sur cette question entre PSA et les syndicats. Accord portant sur la réduction du temps

de travail et la formation professionnelle.

Sur le premier point, dans ses déclarations, Pierre Bérégovoy proposait le passage de 38 heures 30 à 36 heures 30 dans le cadre d'un contrat de solidarité-réduction du temps de travail... où l'Etat prendrait à sa charge la majeure partie de la compensation salariale. Aucun détail sur le pourcentage proposé pour cette compensation... D'après la CFTEC, le ministre estime à 650 le nombre de suppressions d'emplois évitées par cette réduction.

Reste la formation où il propose la mise sur pied d'un « centre de formation professionnelle et de développement technologique des travailleurs de l'automobile ». Ce centre aiderait à la reconversion des « sureffectifs » et aurait l'avantage de ne pas inscrire pour un temps les chômeurs à l'ANPE.

Quoi qu'il en soit, pour l'instant, PSA et son P-DG, Jacques Calvet, refusent la négociation sur ce terrain...

L. C.

SNCF

Les 35 heures, vraiment !

La grève des postés, pour une application des trente-cinq heures qui permette réellement de faire la différence, risque de ne pas s'arrêter après la journée d'action sans lendemain du 24.

Question provocation, la direction de la SNCF est experte. Les trente-cinq heures devaient être acquises pour les postés le 31 décembre 1983 (ordonnance ministérielle de janvier 1982), elle retarde l'échéance, d'autorité, au 3 juin 1984. Elle poursuit, en même temps, une politique de suppression d'effectifs, et propose enfin, aux cheminots, une seule modalité d'application — la réduction des horaires journaliers — au lieu des trois que l'arrêté ministériel d'avril 1984 proposait à la discussion des CE (comités d'établissement).

Cette goutte-là a fait déborder le vase. Pour un posté, la réduction des horaires journaliers peut se traduire en effet par les conséquences les plus aberrantes qui soient. Quitter le travail une demi-heure plus tôt, pour attendre une demi-heure de plus le premier transport en commun. « Récupérer une demi-heure ne me sert à rien, explique un jeune aiguilleur du réseau parisien originaire de Bretagne, parce qu'elle ne me donne pas le temps de rentrer au pays. »

Le temps de vivre

Pour bien des postés, les horaires en 3 x 8, le travail de nuit, même les jours fériés, ne peuvent être récupérés qu'avec des « repos com-

pensateurs ». Pour avoir de temps en temps « le temps de vivre comme les autres », du matin au soir. Comme par hasard, ces deux modalités d'application des trente-cinq heures — repos compensateurs seuls, ou bien couplés avec la diminution des horaires — ont été mises de côté, d'office, par la direction SNCF.

Et ce coup bas s'ajoute à bien d'autres pour les cheminots, catégorie par catégorie. Les roulants, par exemple, ont vu s'étendre l'application de la conduite à agent seul, « seul avec la radio », sous un gouvernement « de gauche ». Tous subissent une politique salariale de rigueur, avec des salaires des plus faibles, pour ceux qui font souvent les travaux les plus pénibles.

La succession des journées d'actions, à l'appel des fédérations syndicales, ces trois derniers mois n'ont évidemment rien changé à cela... après le 8 mars, le 8 avril le 24 mai...

Dans les postes d'aiguillage, les chantiers, les postés ont entamé la lutte, en choisissant une forme d'action adaptée à une bataille de longue haleine : 55 minutes, une heure, parfois plus, de grève chaque jour, reconductible. La hargne de la direction de la SNCF pour enlever tout attrait à la réduction du temps de travail, appliquer les trente-cinq

heures tout en supprimant des emplois, et sans aucune conséquence sur le « temps de vivre », n'a rien de différent de la colère qui saisit les patrons et fait « fumer » Gattaz lorsqu'ils entendent aujourd'hui le chiffre 35. La « manipulation » de la direction de la gare Saint-Lazare en témoigne (voir ci-dessous). On pouvait lire mardi 22 mai dans le quotidien *les Echos*, porte-parole du CNPF, un éditorial délirant, à propos de la grève des cheminots : « De qui se moque-t-on ? s'interroge l'éditorialiste, passons sur le côté absurde de la réduction du temps de travail... Mais le droit de grève tel qu'il est de plus en plus utilisé, n'est-il pas devenu, lui aussi, absurde, dans un pays en pleine restructuration » (sic !).

La leçon du CNPF

On comprend le sens de la question. Les patrons donneraient encore des leçons à H. Krasucki quant aux méthodes à employer pour ramener à la raison les « commandos irresponsables ». Il serait logique, en tout cas, que Charles Fiterman réponde comme il le doit à cette attaque en règle contre le service public... et le droit de grève des fonctionnaires.

Dans les secteurs où la lutte a été entamée depuis



une quinzaine de jours, la journée de grève du 24 mai n'apparaît pas « à la hauteur ».

« Cela dit, remarque un cheminot du secteur Montparnasse, elle peut lancer les gars dans l'action, là où le mouvement n'a pas encore démarré. » Les fédérations

syndicales ont bien l'intention d'en faire une journée d'action habituelle, sans lendemain. Mais la détermination des agents qui ont entamé l'action à la base s'appuie sur une conviction solide : « Nous aurons les trente-cinq heures que nous imposerons. » Dans plu-

sieurs centres les assemblées générales sont régulières, certains élisent « leurs comités de grève », l'unité syndicale se réalise là où les militants font passer l'action avant les querelles de chapelles. Rendez-vous aux lendemains du 24.

Michel Morel

Panique à Saint Lazare

Les incidents de la semaine dernière, montés en épingle dans les mass medias, ont été orchestrés par la direction de la gare, pour tenter d'isoler les grévistes.

« On n'a pas débloqué la situation, mais c'était un coup nécessaire pour faire percer l'information sur les luttes en cours depuis le 10 mai 1984 », commente un militant de la CFDT Saint-Lazare, à la suite des arrêts de travail surprise des mercredi 16 et jeudi 17 mai, de leurs conséquences.

Certes, cela a fait du bruit, et animé les images des journaux de 20 heures à la télévision. Passagers bloqués par milliers sur les quais, rassemblement dans la cour de la gare, imitations de barricades construites à la hâte par des « usagers en colère »...

Mercredi 16 à 18 h 05, la direction annonce à la sono l'interruption complète du trafic, au moment où la foule se presse pour prendre

les trains du retour en banlieue. C'est le signal de l'agitation. « En fait, précise un responsable de la CFDT Saint-Lazare, seul un poste avait bloqué les signaux de signalisation pendant un quart d'heure. » Ce qui permet d'écouler normalement les deux tiers du trafic. « Il nous paraît évident que la direction cherchait l'incident. »

« Nous accusons, précise l'Union professionnelle régionale CFDT dans un communiqué, la direction SNCF de provocation au désordre par son comportement. Alors que les voies étaient ouvertes à la circulation depuis 16 heures elle n'a rien fait pour mettre en œuvre les trains nécessaires. » L'annonce de l'arrêt du

trafic « a ouvert la voie aux provocateurs dont les buts politiques ne font aucun doute. »

La presse, le *Monde* notamment, se fera l'écho les jours suivants de la présence de militants connus de l'opposition dans les rangs des « passagers scandalisés ». Certains témoins auraient reconnu, entre autres, monsieur Tibéri, l'adjoint au maire de Paris (celui-ci a démenti depuis)... Le 17 mai au matin, par mesure de sécurité, des chefs inexpérimentés remplaçant des grévistes commettent des erreurs d'aiguillage, contraignant les voyageurs à descendre des trains avant leur arrivée à quai ! Le courant sera totalement interrompu durant une heure trente.

« Autant de faits, conclut la CFDT, que l'enquête devrait mettre en lumière. »

La première réaction du ministre des Transports a été en effet d'ouvrir l'enquête. Laisant planer la menace sur les cheminots grévistes. C. Fiterman est pourtant le premier à connaître les provocations suc-

cessives accumulées par la direction SNCF, et non par les cheminots (voir article ci-contre).

H. Krasucki, lui, a été plus direct, assimilant les grévistes à des « commandos irresponsables ». « Quelques éléments ultra minoritaires et agitateurs », insiste-t-on à la fédération CGT des cheminots.

Ces déclarations-là font surtout des dégâts dans la CGT. De nombreux militants tiennent, au minimum, à se démarquer des déclarations du secrétaire général.

D'autant que la forme de lutte adoptée par les postés est très populaire à la SNCF, où la grande majorité des agents sont conscients que seule une lutte de longue haleine peut faire céder la direction. Soulignons enfin que sur le réseau Saint-Lazare, la grève était largement majoritaire chez les agents concernés, la CGT a rompu l'unité d'action avec la CFDT, la CFTC et FO, la CFDT ayant déposé le préavis de grève de rigueur.

M. M.



SYNDICATS

L'heure des choix

Quand on interroge les travailleurs, la réponse devient presque unanime : « les syndicats ne font pas leur boulot ». Cela entraîne des reclassements, avec de très grands contrastes locaux. Et cela accélère les débats d'orientation, en particulier dans la CFDT et la CGT.

Triumphalistes dans le mouvement syndical, seuls le sont aujourd'hui Paul Marchelli (élu récemment président de la CGC) et André Bergeron (secrétaire général de FO). Le premier profite de la mobilisation militante du RPR, qui travaille ainsi à capitaliser, par diverses manifestations, le mécontentement des cadres. La politique d'austérité l'y aide aussi puissamment, continuant la fiscalité giscardienne : elle est bien plus lourde sur les couches dans lesquelles la CGC recrute que sur les grandes fortunes ! Le succès du second, en revanche, est moins simple à analyser.

Bergeron super-star ?

Bergeron super-star ? Dans les « sondages de popularité », sûrement : ceux-ci mélangent allègrement les opinions de droite et de gauche. Mais la progression électorale de FO est, elle aussi, aujourd'hui une certitude. De nombreuses élections professionnelles en témoignent, après le « test » de la Sécurité sociale le 19 octobre. Dans certaines, comme à Talbot-Poissy, elle a tiré partie de la défaite de la grève et du soutien de la direction pour progresser davantage que la CFDT, pourtant au cœur de la lutte. Succès pour le moins ambigu : votes d'immigrés déçus de la lutte et votes de « jaunes » classiques se mêlent étroitement, les délégués CSL ou FO pouvant aujourd'hui montrer leur feuille de paye, — qui comporte des primes importantes —, pour attirer de nouveaux adhérents !

Cet exemple, qui n'est pas isolé, ne résume pas l'ensemble du phénomène : les progressions de FO chez les mineurs de fond de Carmaux (+ 14,82 %) ou chez Bull à Angers (24,7 % dans le premier collège à sa première apparition lors des élections au comité d'établissement), entre autres, relèvent d'une explication plus complexe.

D'une part, à l'évidence, la CGT et à fortiori la CFDT, payent l'image nationale de centrales relayant la politique gouvernementale. Alors que FO, tout en cogérant la Sécurité sociale et en présidant l'UNEDIC avec l'aval du CNPF, se taille un profil d'« indépendance » à l'égard du pouvoir.

Cet argument est particulièrement sensible dans des régions, telles Carmaux ou Decazeville où les traditions socialistes sont restées vivaces dans FO, ou dans les endroits où elle n'était pas connue, telle l'entreprise Bull d'Angers. Là elle rassemble les mécontents, qui ne regardent pas plus loin que l'expression de leur insatisfaction. Et qui, ainsi, sanctionnent l'inefficacité des deux principales centrales ouvrières.

Partage de la misère

Celles-ci, d'ailleurs, ne cherchent plus à nier leurs difficultés. La CGT a fait même l'effort de dire la vérité : « Des mesures ont été prises, est-il expliqué à l'issue du dernier CCN (1), pour que nos forces reviennent au niveau des années précédentes ». Dont acte ! Quant à Edmond Maire, qui prétendait que sa centrale était partie pour devenir peut-être la première à moyen terme, il est loin du conte de fées du congrès de Metz. Constatant que le niveau des adhérents est, en comptant les retraités, inférieur à celui de 1970 (où ceux-ci n'étaient pas recensés), il

ne lui reste plus qu'à s'armer de bons sentiments : « Agissons avec efficacité pour la réduction du temps de travail et on remontera la pente », déclarait-il lors de la conférence de presse du vendredi 19 mai, à la suite du dernier bureau national.

En pratique, prêchant « le partage du travail », Edmond Maire s'attire des critiques de plus en plus violentes. Georges Montaron, qui a longtemps soutenu les projets du PS, en vient à écrire, par exemple, dans *Témoignage chrétien* du 7 mai que, « La seconde gauche, dont la CFDT demeure le pilier syndical, mène une politique que la droite réformatrice a toujours rêvé de mettre en œuvre. »

Mais Krasucki lui-même, tout en ayant mis dans sa besace la démonstration des fonctionnaires du 8 mars, se heurte rapidement aux contradictions de sa stratégie. La démonstration de force réalisée le 13 avril à l'occasion de la marche des sidérurgistes avait pour but de détourner ceux-ci de leur objectif : une mise en accusation, en forme de rappel à l'ordre du gouvernement. Et le rôle de la CGT, à Talbot comme maintenant à Citroën, semble bien de jouer le rôle de pompiers capables de laisser le feu se développer, mais ensuite contraints de s'opposer aux exigences ouvrières.

Soutien et complicité

Même pour ceux qui ne sont pas directement exposés à de tels revirements, une chose apparaît, progressivement, de plus en plus nette : la CGT ne cherche pas à construire un réel mouvement d'ensemble. Ce qui réduit son langage et sa tactique plus dure à un harcèlement du gouvernement.

Rares sont les chômeurs qui approuvent la façon dont certaines centrales ouvrières

ont accepté la diminution de leurs droits. Rares sont les retraités qui acceptent la baisse de leur pouvoir d'achat. Rares sont les travailleurs qui se contentent de déclarations de la CGT et de la CFDT quand le CNPF frappe du poing sur la table. Récemment encore, Edmond Maire après la dernière prestation d'Yvon Gattaz, a déclaré que « La violence et l'archaïsme de Monsieur Gattaz sont un défi lancé à l'intelligence. » Pour donner une réponse plus « militante », il a ajouté que le « mouvement syndical ne doit pas tergiverser ». Qui a entendu parler d'une suite concrète ? « Nous entendons faire en sorte, a dit Henri Krasucki, que les travailleurs pèsent de tout leur poids »...

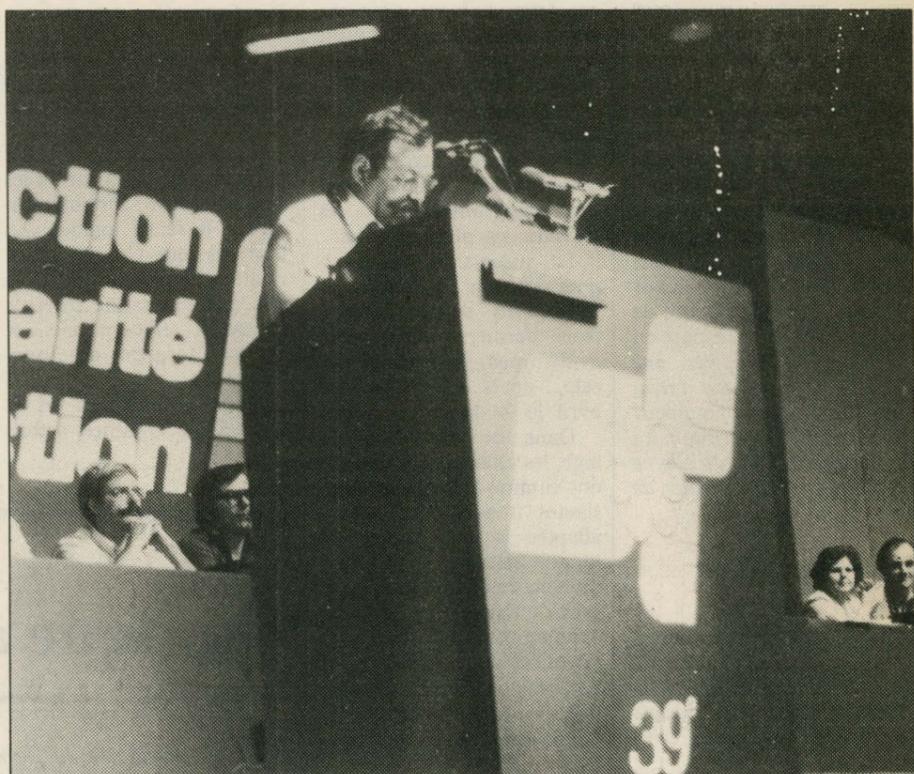
Mais qui a entendu parler d'une centrale ouvrière proposant publiquement aux travailleurs de discuter, partout, d'un plan de mobilisation ? Et proposant aux autres organisations de se réunir pour en débattre ? Aucune n'a même avancé l'idée qu'une simple journée de manifestations unitaires et interprofessionnelles communes dans le pays. Une journée qui ferait apparaître « le

véritable poids des travailleurs » face au CNPF, et qui tracerait la voie d'une mobilisation plus ample. Si cela se faisait, pourtant la CGT et la CFDT retrouveraient leur rôle. Et Bergeron ne pourrait plus gagner sur tous les tableaux : contraint de répondre, il lui faudrait choisir entre la popularité à droite et l'attente des travailleurs...

Mais là, c'est une autre histoire. Celle que cherchent à écrire les militants ouvriers, en particulier dans la CGT et la CFDT, qui veulent redonner une orientation unitaire et de lutte au mouvement syndical. Face à la situation ouvrière qui se dégrade, en effet, l'unité d'action est plus que jamais à l'ordre du jour. Une unité qui enlèverait rapidement le beau rôle aux triumphalistes de cette phase où la CGT et la CFDT cautionnent chacune à leur façon la politique de leurs amis au gouvernement

Pierre Rème

1. Le CCN est le comité confédéral de la CGT, l'instance qui réunit les représentants de l'ensemble des fédérations et des régions entre deux congrès.



CARTE UNIQUE

Une avancée partielle

Le projet de loi sur la carte unique, déposé à l'Assemblée nationale, constitue une avancée significative pour les travailleurs immigrés, mais il maintient un système à double vitesse, institutionnalisant deux catégories d'immigrés.

Les travailleurs immigrés en possession d'un titre actuel de trois ou dix ans pourront accéder de plein droit à la carte unique de dix ans automatiquement renouvelable (dite « carte de résident ») à l'expiration de leur titre précédent.

Cette carte pourra toutefois être refusée pour « des motifs d'ordre public » (article 14). Cette dernière restriction — qui peut donner lieu, on s'en doute, à toutes sortes d'interprétations et servir de moyen de pression — rappelle désagréablement certains attendus des lois Bonnet-Stoléro de 1980.

Il faudra attendre « l'expiration du titre actuel » pour obtenir la nouvelle carte.

Satisfaire un peu...

Malgré toutes ces limites, cette carte unique est un progrès considérable face aux tracasseries administratives, aux menaces permanentes dont étaient victimes ces travailleurs immigrés.

Mais, une autre carte unique existe : celle qui sera réservée aux immigrés aujourd'hui titulaires d'une carte temporaire (un an). Il s'agit des étudiants, des « étrangers venus en France pour y exercer une activité professionnelle salariée à titre temporaire », et de tous ceux qui ne répondent pas aux critères d'accession à la carte de résident (c'est-à-dire

ceux qui ne peuvent pas justifier d'une présence ininterrompue en France depuis au moins trois ans).

Ceux-là pourront accéder à la « carte de séjour temporaire » qui ne sera renouvelée qu'en fonction du « marché de l'emploi » (article 12).

Le dispositif prévu maintient donc l'existence d'un volant important de travailleurs immigrés, soumis aux aléas de la conjoncture économique, masse de manœuvre des intérêts de patronat en France.

Ce projet de loi est le produit de la pression exercée par les mobilisations importantes de la fin 1983 et de la campagne menée depuis plus d'un an par le collectif national pour une carte unique, mais toutes les restrictions qui y sont introduites font qu'il est conforme à la politique du gouvernement en matière d'immigration.

...en maintenant l'ancien système

On maintient l'appellation « carte de séjour » au lieu d'introduire la notion de simple « carte d'identité », notion qui ouvrirait la voie à la reconnaissance des droits civiques, à l'existence au sein d'un même Etat de « nationalités différentes » ayant toutes les mêmes droits politiques. On perpétue ainsi le caractère « utilitaire » sur le terrain économique de la main-d'œuvre immigrée.

La même logique préside à l'introduction de deux vitesses au système. Le cadre juridique légal de l'ancien système (précarité du séjour, droit au travail lié aux possibilités du marché) est ainsi préservé.

Pour compléter le tout, le gouvernement a dans le même projet de loi glissé « l'aide au retour », qui doit inciter toutes les catégories d'immigrés à s'en retourner dans leurs pays d'origine (article 6).

Enfin, l'article 3, qui porte sur une modification de l'ordonnance de 1945, permet l'élargissement des conditions d'expulsion des immigrés, notamment, en rapport avec des délits commis. C'est le fameux principe de la « double peine » pourtant tant dénoncé par la gauche à l'époque de la loi Bonnet.

Satisfaire un peu... en maintenant quand même le principe de l'ancien système dans le droit fil de la politique d'immigration me-

née depuis trois ans, voilà en gros l'objectif de ce projet de loi.

De l'avis du collectif national, comme de celui de la LCR, il ne doit pas être voté tel quel ! La « carte de résident » doit être accordée à tous les travailleurs immi-

grés, sans restriction. Elle doit fonctionner comme une simple carte d'identité non informatisée.

Toute restriction à sa délivrance (le motif de l'ordre public, ou les délais) doit être supprimée de même que les deux articles sur les

expulsions et l'aide au retour.

C'est le moment pour tous les collectifs locaux qui ont engagé une campagne pour la carte unique, de multiplier les initiatives de mobilisation, d'explications auprès des travailleurs, de

démarches auprès des députés pour obtenir enfin autre chose qu'une demi-mesure, la réalisation d'une revendication très ancienne de l'immigration et du mouvement ouvrier, l'obtention de la carte unique.

Hélène Viken



Aide au retour ou auto-expulsion ?

Le « million » de Stoléro que la gauche avait tant dénoncé à l'époque, aura finalement servi d'exemple pour « inciter » les immigrés à s'en retourner dans leur pays d'origine.

Le 14 mai dernier, le patronat et les syndicats (à l'exception de la CGT), ont signé le troisième volet du système de « l'aide au retour » : la capitalisation des allocations de chômage.

Avec un tel accord, un immigré « volontaire » pour rentrer chez lui à la suite d'un licenciement ou d'une démission recevrait donc des ASSEDIC, huit mois d'allocation de base, et huit mois d'allocation de fin de droits. Soit un petit pécule de 36 000 francs d'un coup pour un salaire de base de 5 000 francs alors qu'en restant en France, il aurait eu droit à douze mois de chacune de ces allocations. A

cela s'ajoutent les 20 000 francs de l'Etat « d'aide à la réinsertion » et une somme variable donnée par l'entreprise (15 000 francs à Citroën).

Tout a commencé à Talbot : en plein climat raciste soigneusement entretenu par l'extrême droite, la droite et le patronat, alors que 2 000 licenciements sont acceptés par le gouvernement et la CGT, quelques immigrés lancent cette idée.

« Si on doit être viré, que ce soit au moins avec un paiement correct du préjudice causé. Si plus personne ne veut de nous, alors donnez nous les moyens de rentrer chez nous. » Telle était leur idée.

Non sans cynisme, le gouvernement de gauche s'empare de cette « idée » à sa manière, et mène une véritable campagne en faveur de cette « solution ». A Renault, on affiche dans l'entreprise les avantages du « retour ». On installe une permanence pour « renseigner » les volontaires. A Citroën, la direction proposera d'abord l'aide au retour avant d'annoncer les licenciements.

La preuve est pourtant faite : dans leur immense majorité, les immigrés ne veulent pas de cette fausse solution. D'une part, elle n'est pas avantageuse au regard de leurs droits en cas de licenciement ; d'autre

part, elle divise les travailleurs d'une même entreprise, en renforçant l'illusion qu'une solution au chômage pourrait résider dans le départ des immigrés. Enfin, les pays d'origine ne veulent pas de ces travailleurs qui ont longtemps vécu en France, qui y ont appris la lutte syndicale, la lutte politique et qui représentent un danger pour ces régimes souvent totalitaires, et en proie dans leurs propres pays à la crise économique sous ses formes les plus extrêmes.

Il s'agit donc d'une vaste hypocrisie, qui doit être violemment dénoncée comme telle, et qui sert avant tout à renforcer la division, à masquer aux yeux des travailleurs les vrais responsables du chômage, à les détourner des vraies solutions qui permettraient le plein emploi pour tous. Français et immigrés.

Hélène Viken

Un débat à la sauvette

Le Collectif carte unique a tenu une conférence de presse le mercredi 23 mai. Il a exposé ses critiques du projet de loi du gouvernement. Elles rejoignent les nôtres développées dans l'article ci-contre. Le projet sera discuté vendredi 25 mai au Parlement, sans qu'un véritable débat sur la place des immigrés ait eu lieu. Le gouvernement continue donc à reprendre d'une main ce qu'il accorde de l'autre. La bataille pour une vraie carte unique pour tous n'est pas terminée...

Deux temps forts

Samedi 26 à 19 heures : soirée internationaliste.

Placée sous le signe de l'Europe des travailleurs, elle regroupera les représentants des principales luttes ouvrières de ces dernières semaines, notamment Jakob Moneta, syndicaliste de l'IG-Metall ouest-allemande, Raffaello Renzacci, membre de la coordination nationale des conseils d'usine italiens, Jesus Uskudun, sidérurgiste d'Hernani, etc.

Des représentants des Jeunesses sandinistes du Nicaragua et du Front indépendantiste de Nouvelle-Calédonie prendront également la parole.

Ernest Mandel clôturera ce meeting au nom du secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Dimanche 27 à 15 heures : meeting de clôture.

Avec Alain Krivine et Arlette Laguiller.

Un représentant de l'ambassade du Nicaragua prendra la parole, samedi 26 à 19 heures.

Les invités aux forums

Les forums du samedi 26 mai :

● 15 h. Forum « Les luttes ouvrières aujourd'hui » :

François Ollivier (bureau politique de la LCR), René Cotterez (Renault-Cléon), Michel (Talbot-Poissy), Robert Giovanardi (sidérurgie lorraine), Michel Verréo (Rhône-Poulenc), A. Larsen (Citroën-Levallois), Thomas Loehess (Ugine acier Fos-sur-mer), un sidérurgiste du PCML, René Schulbaum (Fédération de la gauche alternative), un représentant de Lutte ouvrière, un militant SNCF de l'UTCL, un militant de la LOR.

● 15 h. Forum « Les restructurations industrielles et la voie anticapitaliste ».

S. E. Kolm, Benjamin Coriat, Daniel Richter, Ernest Mandel, Nicolas Maheux, Maxime Durand (comité de rédaction de *Critique communiste*), Francis Sitel (bureau politique de la LCR), Pierre Bauby (PCML).

● 15 h. Forum « Partis et syndicats face à la crise ».

Serge Roux (syndicaliste santé), Jeanne Couderc (syndicaliste Chèques postaux), Ignace Garay (syndicaliste métallurgie), un syndicaliste banques (Fédération gauche alternative), un militant PTT de l'UTCL, Jean-Luc Heller (syndicaliste fonction publique), Jean-Claude Laumonier (syndicaliste santé, Rouen), Jean Lantier (bureau politique de la LCR), Raymond Nazier (bureau politique de la LCR), Patrice Lorson (syndicaliste région parisienne), Claude Debons (syndicaliste SNCF), un militant de la LOR, un représentant de la revue *Résister*.

● 15 h. Forum « Les jeunes, le racisme et les immigrés ».

La plupart des organisations d'immigrés représentatives en France seront présentes, les grandes associations contre le racisme, ainsi que Hélène Viken (bureau politique de la LCR), le Collectif femmes immigrées, etc.

Les forums du dimanche 27 mai :

● 10 h. Forum « Les femmes face à l'austérité », avec Yvette Blanpied (Planning familial), Maya Surduts (Coordination des groupes femmes), Jacqueline Boutin (syndicaliste CGT Finances), Geneviève Devèze (Association d'aide aux femmes battues), Sonia Folloni et Claire Bataille (LCR), des militantes de la Fédération de la gauche alternative, de l'UTCL, des Nanas radioteuses.

● 10 h. Forum « Austérité et militarisation », avec Jean Ridoux (président du conseil de Paris du Mouvement de la paix), Michel Leter (représentant du CODENE) et Jean-Louis Michel (LCR).

● 10 h. Forum sur l'école.

● 10 h. Forum santé.

Les travailleurs de la santé face au budget 1985. Les luttes sur le statut des infirmières, force et contradiction. La situation de la psychiatrie, bilan des luttes et des expériences pilotes.

● Forum Sécurité sociale.

Les attaques contre la protection sociale (avec des représentants de la Fédération de la gauche alternative et de Lutte ouvrière).

● Forum automobile. Les luttes sur l'emploi et les salaires dans une branche clé de l'industrie.

● Des forums seront également organisés sur les PTT et la SNCF.

10 h : Forum sur l'extrême droite avec la participation de plusieurs journalistes, de représentants d'organisations démocratiques et antiracistes, ainsi que de René Fougerolles (collaborateur de *Rouge*) et de Christian Picquet (bureau politique de la LCR).

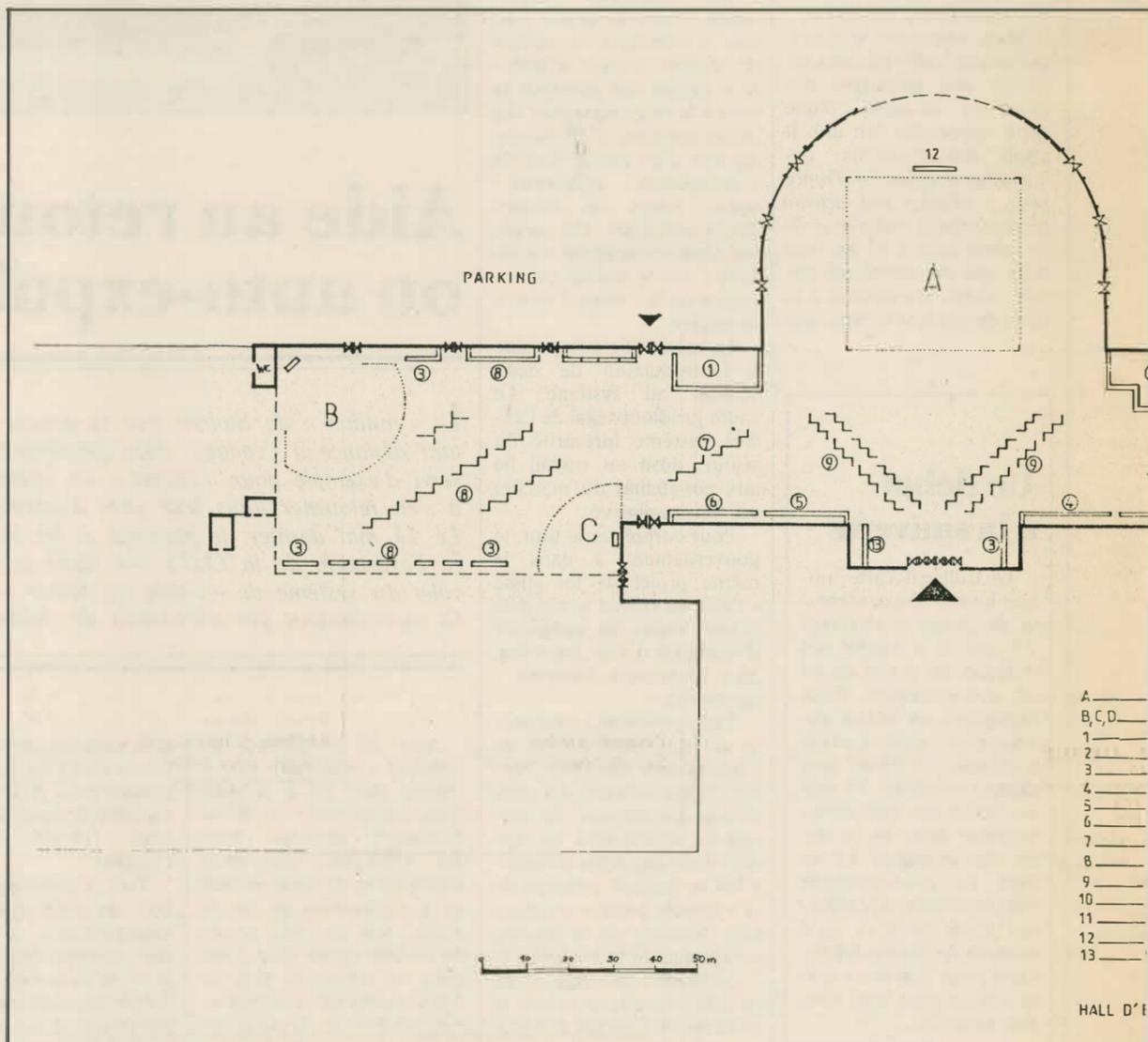
Contre l'austérité pour l'Europe des tous au Bourg

Rassemblement
des travailleurs
26-27 mai
LE BOURGET
contre l'austérité
contre l'étranger capitaliste

Samedi 21H
Concert Rock

avec
Irradié et Komakyno

Organisé par
les Jeunesses communistes révolutionnaires



rité, travailleurs :



Par la route
Autoroute A 1, porte de la Chapelle, sortie n° 5 Le Bourget (voitures et cars).

RATP
Bus 152, départ porte de la Villette, descendre à la station Michelet.
Bus 350, départ porte de la Chapelle, descendre à la station Michelet.

RER
Départ Châtelet-gare du Nord, descendre à la station Le Bourget, direction Aulnay-sous-Bois-Roissy.

et !

Souscription 84 : continuons la mobilisation

Nous en sommes à plus de 150 000 francs. Cela montre que nos camarades, les lecteurs et lectrices de *Rouge* se sont rapidement mobilisés pour rattraper le retard. Mais attention ! La mobilisation doit continuer pour atteindre l'objectif fixé pour le rassemblement. Les échos de la montée de province sont bons, la préparation touche à sa fin. C'est dire que tous les frais sont engagés et que nous devons tenir les promesses de la souscription. Sans cela, le handicap serait très lourd pour développer les activités de la LCR dans les mois qui viennent. Alors, camarades, que vous veniez ou pas, pas d'hésitation, à vos chèques !

Reçu directement à Montreuil

Anonyme	40
Caussade, Abdellaziz, pour une Europe socialisme sans racisme	50
Reims, Michel, une grève nationale interprofessionnelle est impérative pour faire reculer le gouvernement devant l'austérité	100
Paris, Basile	100
Michael PF	50
Strasbourg, J.-F.	50
Total	390

Collecte par les cellules de la LCR

Paris	17 629,50
Reims	
Gérard	50
Gilles	50
Claudine	50
Montélimar	
Sympathisante institutrice	100
Collecté par militant	
Peugeot Sochaux	50
Sympathisante immigrée	50
Collecté par un sympathisant JCR	20
Militant ouvrier	
Peugeot Vesoul	50
Sympathisant ouvrier	

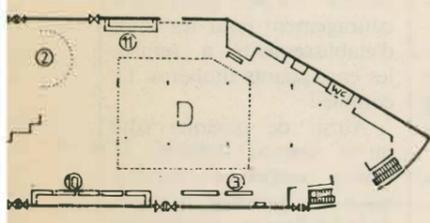
Bull Belfort	10
Fédération 78	
Pascal postier	
Trappes	100
Roland et Marie	500
Yves et Claudine, en souvenir de la manif des soldats de Draguignan	500
Fédé	650
Fédération 92	
ANPE Issy-les-Moulineaux	500
CNET Issy-les-Moulineaux	1 130
Thomson	
Issy-les-Moulineaux	1 410
ORTF Issy-les-Moulineaux	740
Fédération 94	
LEP	170
HP	90
Instits	900
EDF	800
RP	200
Orly	470
CLP	580
PTT	350
Rennes	1 313,50
Fédération Eure	500
Saint-Brieux	400
Malakoff	1 750
Angers	
Cellule santé	450
Cellule Métaux	200
Cellule enseignants	200
Metz	
FN, secteur social	50
ML	250
EP, étudiant	50
CM, enseignante	50
Epinal	100
Clermont-Ferrand	350
Saint-Etienne	600
Orléans	100
Pour la bonne cause	50
Xavier	500
Loulou	50
Averell	200
Louloute	200
PPS	50
Véronique	50
Geronimo	50
Cellule CHRO	400
CC, instit	100
Cellule CCP	150
Cellule CEPEN	100
Cellule SNVF	150
CE	150
Récolté manif 1 ^{er} Mai	100
EP, PTT	20
AD, PTT	86
Cellule tri	100
Cellule Rhône-Poulenc	100
Menton LCR	100
Pascal, Menton	100
Alsthom Atlantique Aix	
Daniel, pour lutter contre les patrons	10

Franck, contre le Flingueur	10
Philip, pour la grève générale	40
Saïd, pour une démocratie réelle et une république sérieuse	20
Jean-Michel, un gars de la Maurienne	10
André, pour de meilleures conditions de travail et de vie	10
Jean-Louis, pour les 35 heures sans perte de salaire	10
Michel, pour la grève générale	14
Dominique, la société est une chaîne, salut les maillons !	10
Jean	10
Gérard	50
Patrick	10
Ahmed	50
Habib	10
Karim, syndiqué CGT	30
Michel	20
Christian	50
Boubdallam	10
Joseph	20
Alençon	500
Lille	
Cellule EN	100
Cellule métallurgie	150
Cellule EN	50
Cellule hôpitaux	100
Cellule Cauliez	310
Cellule métaux	650
Rassemblement régional contre l'austérité	70
Cellule communaux	120
Sarlat	690
Reims	930
Maçon	50
La Rochelle	250
Moyeuivre	
Alfred, retraité mineur	10
JL, chômeur	20
André, cheminot	100
Kiki, sidérurgiste	
SACILOR Jœuf	10
Bob, sidérurgiste	
SACILOR Rombas	10
Maga, Souab Renault	10
Inconnus	20
Tours	
SKF	110
SNCF	300
Des jeunes	200
Des enseignants	90
Montpellier	8 000
Menton	150
Niort	400
Tarbes	135
Lille	
Cellule EN	400
Cellule Redoute Roubaix	70

Divers	2 030
Bayonne	250
Le Havre	1 650
Brest	1 650
Cellule Education nationale 77	1 700
Nantes	
Paul N.	200
INSEE	10
Cellules	1 270
Rouen	
Dr Feelgood	300
Centre de tri PTT	
Pascal	50
Jean-Luc	20
Claudette	20
Gégé	10
SNCF Sotteville	110
HP Sotteville	120
Divers Rouen	2 190
Limoges	
Geneviève	65
Milou	30
Daniel et Cathie	200
Franck	90
J.-L. et Michelle	60
Françoise	150
Isa	100
Rennes	
Un appelé contre l'austérité	50
Divers	1 080
Fédération 93	
Cellule Télécoms,	
César, Roger, Michel, Gérard, Claude, Denis, André, Patrice,	
PTT Bagnolet	150
Inter Bagnolet	150
Gagny CCL Télécoms	50
Roger Crussière, adhérent PS Bobigny	30
Cellule Alsthom Saint-Ouen	300
Anne-Marie MFPF 93	500
Cellule Sécu	450
Cellule communaux	550
Cellule SNCF	1 150
Cellule PTT Bobigny	310
Cellule impôts	290
Cellule Paris VIII	1 030
Cellule Jeumont Schneider	250
Cellule hôpital Avicenne	1 050
Cellule instits	640
Cellule enseignants	
Saint-Denis	350
Cellule hôpitaux psy	1 050
Cellule éducation surveillée	
Un camarade de LO	50
Militante syndicale	30
Sympathisante	50
Gilles	20
Militant	100
Divers	210
Total	73 208

Dimanche 14h :

Grah Alexander
Imad Saleh



CENTRAL :
- DEBATS
- CENTRALE
- FORMATION
- ACCUEIL...
- PRISE CONTACT...
- RÈGIONS
- ORGANISATIONS INVITÉES
- EXPOSITION
- ORGANISATIONS SOLIDARITE INTERNATIONALE
- CENTRAL

ON - LE BOURGET

Nom : _____
Prénom : _____ Profession : _____
Mention brève : _____
Je verse : _____ F
(chèque à l'ordre de la LCR)
A retourner à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

Reçu à Montreuil	390
Collecte par cellules	73 208
Total	73 598
Total précédent	77 772
Nouveau total	151 370

Toute honte bue...

« On assassine l'école publique ! »

Ce fut le cri de la gauche, socialistes en tête, lors de l'adoption de la loi Debré d'aide à l'enseignement privé. Peu avant, Bouloche, ministre de l'Education nationale, socialiste en congé de parti, avait cru de son devoir de démissionner.

C'était le 24 décembre 1959 ! De Gaulle régnait, la classe ouvrière venait de subir une lourde défaite, la droite triomphait.

C'est mai 1984 ! Mitterrand préside, la droite digère difficilement sa défaite électorale, le PS et le PCF disposent à l'Assemblée d'une majorité écrasante.

Hier : la rage ; aujourd'hui : la honte !

Honte, car cette majorité avalise une loi dont on a dit, du sein même de la direction du PS, qu'elle aggrave les lois Debré et Guermeur !

On va voir fleurir les propos lénifiants et les analyses insipides pour assoupir la colère des laïques. Ecartons-les : il ne faut pas craindre de regarder en face l'ampleur du gâchis. Et lucidement, en tirer les leçons.

Les forces de changement viennent de subir une lourde défaite au terme, provisoire, d'un affrontement de classes de grande ampleur. Ceux qui, à gauche, n'ont cessé de répéter que la « guerre scolaire » était une réminiscence d'un passé révolu et la laïcité un slogan ringard sont ou des sots ou des faux jetons.

Comment ne pas voir que, depuis trois ans, derrière la bannière de la « liberté de l'école », c'est la réaction qui s'est mobilisée ? Comment ne pas comprendre que c'est contre la gauche, la classe

ouvrière et les libertés qu'elle a combattu ?

Honte, parce que la loi Savary est la palme déposée sur le front des vainqueurs... De la main même de ceux qui avaient charge de les terrasser !

Du côté des laïques, la volonté de combat n'a pas fait défaut. A chaque initiative du CNAL, des centaines de milliers de militants ont répondu à l'appel.

Mais cette force a été paralysée de mille liens, tissés par ces dirigeants qui, le 25 avril, ont défilé dans les cortèges laïques. Les mêmes qui, aujourd'hui, s'abandonnent au lâche soulagement que leur procure l'utilisation de l'article 49-3 par le gouvernement. Leurs noms ? Ceux des dirigeants de la majorité de gauche !

Ni les prétendues concessions que les socialistes sont censés avoir arrachées à Savary, ni le chantage gouvernemental ne sauraient absoudre la majorité. Car, même « amendée », la loi Savary n'est pas « redressée » ; elle ne pouvait l'être. Contrairement aux illusions entretenues par le CNAL et la FEN. Car, fondamentalement, l'usage de l'article 49-3 n'est possible que si la majorité y consent.

Elle y a consenti, comme elle a accepté le contenu du projet Savary. Ainsi, va la loi implacable de la collaboration de classes !

Toute honte bue, reste la lucidité. Celle, par exemple, de Poperen déclarant au *Journal du Dimanche* : « Cette affaire ne sera à l'évidence pas terminée ». En effet, c'est une « affaire » qui, en France, est trop chevillée à la lutte des classes même !

F. S.

Un appel des enseignants du privé

Des enseignants du privé, qui manifestaient à Paris mercredi dernier, ont pris l'initiative d'un appel aux députés du PS et du PCF. Le texte, qui le 16 au soir avait déjà recueilli quatre cents signatures, continue à être signé. Il a été communiqué à la presse, nous en donnons ci-dessous le contenu.

Appel

Aux députés du Parti socialiste et du Parti communiste : ce n'est pas la loi Savary que l'on attend de vous, il faut faire la loi pour un grand service public et laïque de l'éducation !

Nous, enseignants et personnels de l'enseignement privé, tenons à joindre notre voix aux multiples protestations qui s'expriment avec force depuis le succès des manifestations du 25 avril et qui exigent du gouvernement qu'il tienne ses engagements.

Nous n'admettons pas une

loi qui consacre l'existence d'un secteur privé subventionné par les fonds publics où les personnels restent largement soumis à l'arbitraire.

Nous n'admettons pas que le gouvernement, pour faire accepter son projet, « contraigne sans convaincre » les députés du PS et du PC en ayant recours à l'article 49-3 de la Constitution destiné à baillonner la volonté majoritaire.

Députés du PS et du PC, c'est à vous de faire la loi ! Vous avez les moyens de :

- Voter une loi qui titularise sans délai, dans la fonction publique tous les personnels volontaires du privé, enseignants ou non ;

- Voter une loi de nationalisation qui engage résolument l'unification laïque de l'enseignement ;

- Voter une loi qui permette une transformation réelle de l'école, ce qui ne saurait admettre le maintien du dualisme scolaire, la dispersion des fonds publics.



ECOLE

La logique de l'abaissement

Les cartes sont sur la table. Le CNAL et la FEN, forts de leurs liens d'amitié avec le PS, prétendaient « redresser » le projet Savary. Malgré les brouhahas et les hallalis divers, chacun peut à présent juger. Les nuances sont superflues : il s'agit bien d'une capitulation !

Savary, d'entrée de jeu, a annoncé la couleur : trois amendements ont été intégrés par le gouvernement ;

1. Le financement d'une maternelle privée n'est autorisé que s'il existe déjà dans la commune une maternelle publique

2. La possibilité de titularisation des maîtres du privé est inscrite dans la loi.

3. La période durant laquelle l'Etat peut se substituer aux communes pour financer les écoles privées est portée de six à huit ans. Elle pourra être prolongée tant que la moitié des enseignants ne sera pas titulaire.

Les députés socialistes ont ainsi obtenu satisfaction sur les deux premiers points. Le bilan global est plus mitigé en ce qui concerne la « grande affaire » :

la titularisation des maîtres du privé.

Alors que le gouvernement envisageait de traiter la question de la titularisation par décret, les socialistes ont réclamé que le principe en soit inscrit dans l'article 20 de la loi. Ils ont aussi bataillé pour introduire, dans l'article 23, la possibilité pour une commune de refuser de financer une école privée si, dans huit ans, 50 % des maîtres de celle-ci ne sont pas titularisés.

C'est donc sur ce dernier point, symbole de la tactique de pression du PS, qu'il convient de juger des résultats.

Plusieurs remarques s'imposent :

1. Le fameux « redresse-

ment » du projet, dont se revendiquaient le CNAL et la FEN, s'est réduit comme une peau de chagrin. Le cœur du projet n'est pas, en effet, mis en cause. C'est le moins qu'on puisse dire !

Rappelons, entre autres choses, que la FEN demandait la suppression de l'article 2 qui décide du financement par l'Etat et les collectivités locales des écoles privées. Et l'intégration automatique à la fonction publique des personnels du privé volontaires.

2. En ce qui concerne la seule question de la titularisation, on est bien en retrait des légitimes exigences des personnels du privé.

La fonctionnarisation ? Les enseignants devront se contenter d'un statut de « contractuel de droit public » et les autres personnels sont oubliés ! La « possibilité » de devenir fonctionnaire — la fameuse « option de la titularisation » — est renvoyée à six ans.

3. Quant au « lien » établi entre financement et titularisation, il apparaît bien fragile, risquant fort de tomber sous le coup d'un jugement d'anticonstitutionnalité.

Mais, surtout, il risque

d'agir à l'inverse des intentions initiales. Les écoles privées disposent, en effet, de huit ans pour s'inquiéter de savoir si 50 % de leurs maîtres sont fonctionnaires ! De plus, l'Etat, de toutes façons, s'engage à financer ! Ce peut être un encouragement pour les chefs d'établissements à refuser les enseignants titulaires. Le comble !

Ainsi, de quelque côté qu'on prenne l'affaire, se trouve confirmée l'inviolabilité du principe cardinal de la loi Savary : l'assurance absolue donnée au privé que l'Etat financera ses établissements au même titre que les écoles publiques !

Dans une main : la garantie donnée par l'Etat que les écoles privées disposeront des « moyens nécessaires à leur existence ». Dans l'autre main : l'assurance que la « liberté de choix des familles » sera respectée, puisque, privée ou publique, chaque école proposera sur le marché scolaire son « projet éducatif », confessionnel ou non.

Et l'on obtient ce miracle d'équilibre : ce qu'aucune loi républicaine, jusque-là, n'avait permis !

Francis Sitel

Echos de l'appel laïque

Il y a une quinzaine de jours, deux cents militants lançaient un appel aux députés du PS et du PCF : « Il ne faut pas voter la loi Savary ! »

En quelques jours, cet appel a été repris dans de nombreuses villes et largement signé. Quelques exemples :

- **Toulouse** : déjà six cents signatures, dont plusieurs conseillers municipaux PS.
- **Dans l'Essonne** : au congrès départemental du SNI-PEGC, trente-deux délégués (UID, UA, EE), sur soixante-cinq présents, ont signé l'appel. En quelques jours, sur une circonscription de l'Essonne trois cents signatures rassemblées : une délégation

de militants syndicalistes (CGT, CFDT, FEN) est reçue mercredi par l'attaché parlementaire du député socialiste de l'Essonne, Jacques Guyard.

- **A Louviers** : nombreuses signatures, dont celles du conseiller général PS et de plusieurs maires et anciens maires.

- **A Mayenne** : cent signatures, dont la quasi-totalité des instituteurs de la ville.

- **Saint-Brieuc** : face aux fortes mobilisations de la droite, déjà quatre-vingts signatures sur l'appel laïque.

- **A Tours** : signatures d'une vingtaine de militants socialistes lors du meeting de Jospin.

Les aveux de Pierre Daniel, content !

Pierre Daniel, président de l'UNAPEL, la puissante association des parents d'élèves de l'enseignement dit « libre », tenait congrès ce week-end à Limoges. Contesté par les éléments durs de son mouvement, il a mis les points sur les i dans une interview au *Quotidien de Paris* de vendredi dernier.

Des confidences dignes d'intérêt !

- « Mais je crois qu'il faut revenir maintenant à des données simples. Lorsque nous avons décidé de faire ces cinq manifestations à travers le pays, notre but était précis : obtenir des améliorations sensibles du projet du gouvernement. Ce résultat a été obtenu, même s'il n'a pas toujours paru évident pour certains. Mais nous n'avons jamais cru que nous obtiendrions tout ce que nous demandions. C'eût été irréaliste. »

- « Je refuserais toute manifestation qui pourrait être considérée comme une manifestation nationale. »

- « Ce n'est pas de l'indécision qui m'a fait repousser jusqu'ici l'éventualité d'une manifestation nationale, c'est de la sagesse. »

- Sur les « activistes » du mouvement : « Souvent ils sont plus décidés à faire sauter le gouvernement qu'à vraiment œuvrer loyalement pour la défense de nos écoles. »

Le coup de pied de l'âne

Dans le *Monde* du 18 mai, sous forme d'encart publicitaire, un appel intitulé : « Construire l'école de tous. » Il s'agit d'un soutien au projet Savary : « Ces propositions sont de nature à dépasser ce climat néfaste de guerre scolaire, pourvu que l'on accepte de sortir des affrontements d'un temps révolu. Il est temps de construire un nouveau service public, non uniforme, ouvert à tous et réellement pluraliste. Cela passe par des établissements responsables, gérés par toutes les parties concernées construisant ensemble des projets éducatifs et offrant des possibilités de choix aux familles... »

Parmi les apôtres de la « paix scolaire » et les chantres de la « liberté de choix des familles », signataires de cet appel : E. Maire, N. Notat et E. Descamp, es qualités, les dirigeants de la FEP-CFDT, es qualités, M. de la Fourrière et nombre d'élus socialistes, A. Prost, J. Garnesson, vice général, B. Goudet, docteur en théologie catholique, M. Matet, vicaire épiscopal, J-P Morin, président des équipes enseignantes, E. Vandermeersh, ancien secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique...

Dis-moi qui tu fréquentes...

Les syndicats face au temps partiel

Les directions de la CFDT et de la CGT désarment les travailleurs, pendant que le patronat et le gouvernement conjuguent leurs efforts pour étendre le travail à temps partiel.

L'extension du travail à temps partiel en France devient un enjeu pour le patronat et le gouvernement. Pour les uns, c'est un des moyens d'atteindre « une plus grande flexibilité » de la main-d'œuvre ; pour les autres, il s'agit de gommer la progression inquiétante du chômage à l'approche des échéances électorales.

Les travailleuses sont visées en premier lieu. Pour mener à bien leur projet, patronat et gouvernement devront briser leur résistance, leur volonté de faire reconnaître leur droit à un travail salarié, et des conditions d'égalité avec les travailleurs masculins.

Que disent et que font les directions de la CGT et de la CFDT face à cette situation ? Les deux affirment vouloir lutter pour l'égalité professionnelle, elles affirment chacune à leur manière soutenir les revendications des femmes. Dire cela, et surtout le mettre en pratique, signifierait combattre le travail à temps partiel, organiser la lutte contre son extension. Ce n'est pas le chemin que prennent les deux confédérations.

De reculade en reculade...

Pour la CFDT, il s'en faut de loin. Sa direction ne manque pas de brillants défenseurs des vertus du temps partiel, qualifié pour la circonstance de « temps choisi ». Ainsi, dans la re-

vue *CFDT Aujourd'hui*, datée de mars-avril 1983, un article de J-P. Jallade argumentait — de manière douteuse — en faveur du travail à temps partiel.

Pour l'auteur, « le développement du travail à temps partiel est un complément indispensable de la réduction générale de la durée de travail ». « Il serait donc très désirable (sic) que des mesures en faveur d'une semaine de travail plus courte, par exemple, soient accompagnées de mesures favorisant le temps partiel afin de compléter les horaires allégés des salariés à temps plein, les machines, elles, n'ayant pas besoin de travailler à temps partiel. » C'était dans le cadre des nouvelles solidarités, le partage du travail, créateur d'emplois...

Le travail à temps partiel serait une « impasse dangereuse pour les femmes » ? C'est un risque que l'auteur reconnaît. Le moyen de le combattre : développer encore plus le travail à temps partiel et, surtout, susciter un plus grand volontariat chez les travailleurs pour que le temps partiel devienne mixte ! Il fallait oser... C'est le féminisme dans le cadre du recentrage !

Aujourd'hui, personne, dans la CFDT, ne peut oser arguer du développement du temps partiel comme créateur d'emplois, alors que les patrons imposent le chômage partiel aux femmes mariées comme à Lif. Qu'à cela ne tienne, la direction de la CFDT n'est plus à



un glissement près. L'accord signé dans cette entreprise, et d'autres sont présentés comme des accords positifs, ayant permis de sauver des emplois !

A la CGT, on a une position de principe « contre le travail à temps partiel ». On le dit, on l'écrit, on refuse parfois de signer des accords d'entreprise qui comportent du travail à temps partiel... Mais ce n'est pas suffisant, et Krasucki le sait bien.

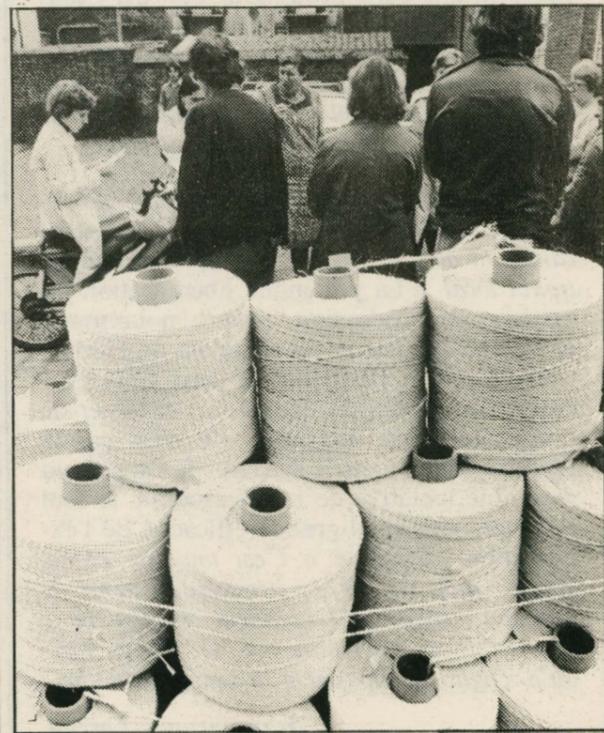
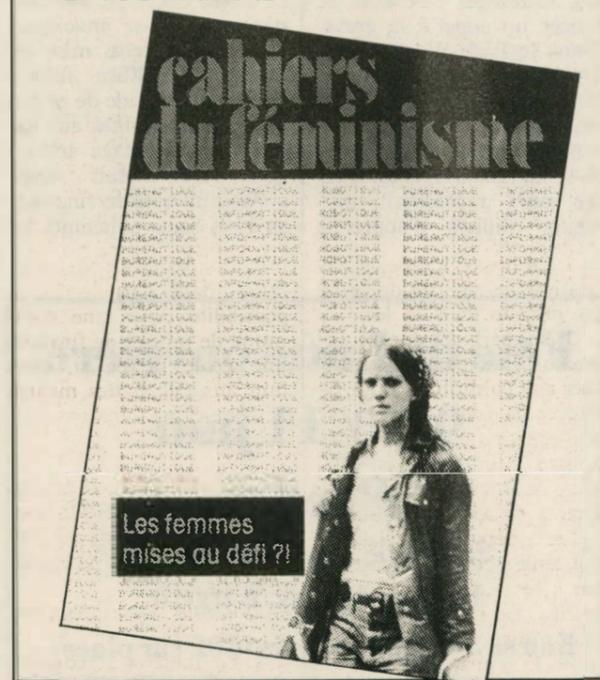
Il faut une loi pour les trente-cinq heures

Aujourd'hui, avec la pression du chômage, les travailleuses sont de plus en

plus confrontées à toutes sortes de chantages : « C'est le temps partiel, des horaires réduits avec perte de salaire, ou la porte ! » On les culpabilise : « Vous êtes mariées, vous avez un second salaire à la maison, il est normal que vous acceptiez de gagner moins... » Ne pas organiser la lutte au niveau national pour une loi sur les trente-cinq heures, sans perte de salaire, c'est laisser les travailleuses se débattre individuellement, et entreprise par entreprise, avec ces problèmes. C'est démissionner devant l'offensive patronale et laisser la division s'approfondir dans les rangs des travailleurs.

Sonia Folloni

VIENT DE PARAÎTRE





La main tendue à l'apartheid

« L'établissement de liens étroits entre le capital sud-africain et les autres pays capitalistes est un facteur essentiel de survie du régime d'apartheid. Il profite au capital dans son ensemble et peut rapidement nuire fortement aux travailleurs français. » Cette déclaration de Lionel Jospin à propos de l'Afrique du Sud date de 1977. Dix jours après le 10 mai 1981, devenu entre-temps premier secrétaire du PS, il préconisait à la tribune de l'UNESCO « la réduction dans des délais compatibles avec les contraintes techniques des importations françaises en provenance d'Afrique du Sud et l'interruption de tout investissement public et de toute aide aux investissements privés ».

Le gouvernement issu du 10 mai va pourtant accueillir, pour la première fois sous la V^e République, un Premier ministre sud-africain sur le sol français. Alors que Giscard avait dû reculer et refuser d'accorder un visa d'entrée aux Springboks, ambassadeurs sportifs de l'apartheid, le gouvernement français prétend que Pieter Botha n'effectuera qu'une visite à caractère privé le 7 juin et ne serait éventuellement reçu à Paris qu'à un « niveau approprié ».

Drôle de visite privée qui lui fera côtoyer Reagan et Mitterrand aux cérémonies du quarantième anniversaire du débarquement. Les dirigeants français voudraient nous faire croire qu'ils ne disposaient d'aucun moyen de ne pas recevoir le chef d'un régime où le racisme est devenu loi pour assurer la prospérité du capitalisme.

Ce gouvernement qui a endossé les habits de la V^e République n'en a oublié aucun. Hormis dans le domaine du sport professionnel, il n'a en rien cherché à rompre les relations instaurées par la droite lorsqu'elle était au pouvoir. Quitte à faire avaler couleuvre sur couleuvre aux partis gouvernementaux, du PS au PC, en passant par le PSU, la collaboration France-Afrique du Sud a prospéré. Paris, qui importe pour 4,4 milliards de francs et exporte à Pretoria pour 3,8 milliards de francs par an, a livré les réacteurs de la centrale nucléaire de Koeberg. Les banques et sociétés nationalisées françaises participent directement à l'oppression du peuple sud-africain. Renault fait monter une partie des R9 sur les chaînes de l'entreprise sud-africaine Sigma. Les travailleurs sud-africains qui « produisent français » connaissent la même exploitation que ceux qui produisent sud-africain. Les syndicats indépendants qu'ils se sont donnés doivent se battre aussi durement contre le patronat français que contre les patrons sud-africains.

Botha est l'artisan d'une politique de réformes, censée libéraliser la société sud-africaine, en accord avec certains secteurs du patronat local. « La prétendue libéralisation du système de production, prônée notamment par Oppenheimer et les magnats de l'industrie, répond à l'évidence à deux buts : accroître les profits du capital (...) et tenter de diviser la masse opprimée. Ce n'est pas la première faille dans le système de l'apartheid mais une tentative de rationalisation, le seul but étant une plus grande efficacité de l'exploitation capitaliste. » C'est toujours Lionel Jospin, qui, en 1977, démasquait ainsi le nouveau visage que l'apartheid essayait de se donner. S'en souviendra-t-il, le 7 juin, lorsqu'il s'agira de riposter à la venue de Botha ?

Jean-Jacques Laredo.

RFA

Une épreuve de force politique

La lutte pour les trente-cinq heures sans diminution de salaire s'étend en RFA. Une véritable épreuve de force politique s'organise. Ce qui favorise un important débat d'orientation dans le mouvement ouvrier.

En RFA, la grève pour les trente-cinq heures sans diminution de salaire gagne chaque jour en ampleur. Aux 13 000 métallurgistes du Bade-Wurtemberg qui avaient cessé le travail le 14 mai sont venus s'ajouter 58 000 salariés de la province de Hesse — c'est la première fois depuis trente-trois ans qu'une telle action se produit dans cette province — et 11 000 ouvriers des entreprises Mercedes de Sindelfingen (Stuttgart).

D'ores et déjà, et même si elle ne concerne que des secteurs encore limités, la lutte pour la réduction du temps de travail a pris le caractère d'une épreuve de force nationale. Aux côtés de l'IG-Metall, le syndicat du livre, l'IG-Druck und Papier, vient d'appeler à la grève sept mille cinq cents de ses adhérents, dans une soixantaine d'entreprises. Cela devrait affecter la quasi-totalité des quotidiens dont la parution est déjà irrégulière depuis quelques semaines. Dans une annonce publiée le 22 mai par les éditeurs de journaux dans la *Süddeutsche Zeitung*, on peut lire que plus de cent journaux, totalisant vingt millions d'exemplaires, ont été empêchés de paraître par des débrayages sporadiques.

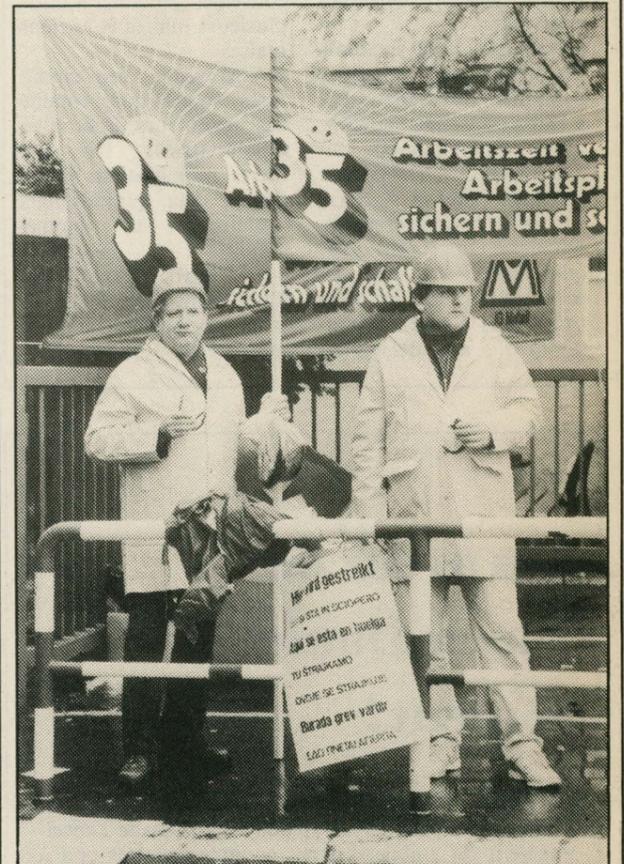
Affrontement central

D'autres secteurs ouvriers se préparent à entrer dans la bataille. Le syndicat du commerce, des banques et des assurances vient ainsi de lancer un appel à la grève. Dans le Bade-Wurtemberg, les dix-sept organisations de la centrale syndicale DGB ont appelé à cesser le travail, le 23 mai, en solidarité avec les métallurgistes. Quatre jours auparavant, plusieurs milliers d'apprentis

des PTT avaient manifesté à Bonn. Toutes ces actions devraient culminer, le 28 mai, avec la démonstration monstre de 200 000 métallurgistes dans la capitale fédérale.

Le patronat est parfaitement conscient des enjeux. S'il cède, même partiellement, dans la métallurgie, il sait qu'il ne pourra empêcher cette revendication de faire tâche d'huile. Il a donc choisi la voie de l'épreuve de force. La Gesamtmetall a décidé le lock-out de toutes les entreprises de la région de Stuttgart, comptant plus de deux mille salariés. Une mesure similaire devait être prise en Hesse le 23 mai. Les grands constructeurs automobiles — Mercedes, Volkswagen, Audi — mettent en chômage technique des milliers de travailleurs. Au total, les mises à l'arrêt concernent plus de trois cent mille personnes.

Ces dispositions brutales se complètent d'une gigantesque manœuvre gouvernementale, visant à diviser le monde du travail. Les représentants du pouvoir tentent tout d'abord d'accréditer l'idée selon laquelle la grève actuelle ruinerait les perspectives de reprise économique. Le ministre du Travail, Norbert Blum, explique que « la grève risque de détruire tout ce qui a été gagné dans les derniers mois et nous coûte des milliards de marks en contributions sociales et impôts perdus. C'est la politique sociale du gouvernement et la réforme fiscale, du même coup, qui sont menacées si elle se prolonge ». Prolongeant cette mise en condition, l'Office fédéral du travail a décidé de ne pas verser d'indemnités aux salariés en chômage technique. L'IG-Metall n'apportant un soutien financier qu'à ses seuls adhérents, ce



sont quelque 200 000 personnes qui vont se trouver sans ressources. L'objectif est évident : dresser ces salariés contre les grévistes.

Clarification politique

Ce chantage est cependant à double tranchant. Car s'il limite les marges de manœuvre de l'IG-Metall, il revient également fort cher aux chefs d'entreprise. Selon certains analystes financiers, chaque semaine de grève coûterait à Volkswagen, cinq deutschmarks de bénéfice par action. Audi perdrait trente à quarante milliards de deutschmarks de chiffre d'affaires chaque jour et BMW verrait ses ventes amputées de 40 à 50 milliards quotidiennement. C'est sans doute ce qui a conduit à la convocation d'une nouvelle entrevue patronat-syndicat, le 24 mai à Stuttgart. L'avenir du conflit dépendra pour beaucoup, du soutien populaire dont bénéficieront les métallos, dans les prochains jours.

Quelle que soit la conclusion de ces négociations, la grève a aujourd'hui ouvert un important débat d'orientation dans le mouvement ouvrier allemand. Car elle a fait apparaître une issue ouvrière à la crise du capitalisme. Une issue capable de rassembler dans l'action tous les exploités et que Hans Mayr, le président de l'IG-Metall, résume très clairement : « Le patronat voit dans l'application des trente-cinq heures une dépense supplémentaire. Nous l'avons chiffrée à 6 % de la masse salariale. Il peut se le

permettre. L'IG-Metall estime, pour sa part, que le problème numéro un en RFA est le chômage, que nous ne pouvons nous permettre 2 250 000 sans-emploi. Pour sortir des difficultés, il faut dégager des postes de travail par la réduction de sa durée hebdomadaire, sans diminution de salaire, et que le gouvernement mette sur pied un programme de création d'emplois ».

Les implications politiques de la bataille en cours expliquent pourquoi la question des trente-cinq heures fut au cœur du congrès d'Essen de la social-démocratie. Ce dernier aura eu au moins le mérite de contraindre les dirigeants du SPD à se démasquer aux yeux de dizaines de milliers de travailleurs, en ne soutenant que du bout des lèvres, une revendication qui met radicalement en cause la logique du profit.

Christian Picquet

Fête de Lutte ouvrière

9-10-11 juin

Presles

Spectacle avec Pierre Perret,

Hugues Aufray, Kergrift

Entrée 30f pour 3 jours (40f sur place)

Vient de paraître



ITALIE

La lutte pour l'échelle mobile continue

Cinq semaines après sa présentation, la lutte contre le décret-bis sur l'échelle mobile demeure à l'ordre du jour. Le gouvernement Craxi vient de demander un vote de confiance au Parlement. Mais tous les rebondissements sont possibles.

Cinq semaines après la présentation de son décret-bis sur l'échelle mobile, le gouvernement Craxi a décidé de demander un vote de confiance au Parlement afin de mettre fin au débat sur les amendements proposés par l'opposition.

Le décret-bis représente un compromis par rapport au premier décret adopté en février dernier. Il limite à six mois le blocage du mécanisme de l'échelle mobile ; il prévoit que les retraites et les allocations familiales ne seront pas affectées par ce blocage ; par contre, il maintient le caractère rétroactif du décret précédent pour le dernier trimestre de 1983.

Ce dernier point a été au centre du débat au sein de la CGIL et du PCI ces dernières semaines. A l'annonce du décret-bis, ces deux organisations avaient déclaré qu'elles le considéraient comme une base satisfaisante de discussion. Elles entendaient l'améliorer par le débat parlementaire et, en particulier, obtenir la récupération des trois points de rattrapage dus pour le dernier trimestre 1983.

Or, très rapidement des divergences sont apparues entre la CGIL et le PCI et au sein même de la centrale syndicale. Alors que le PCI engageait la bataille d'amen-

dements au Parlement pour récupérer les trois points, la majorité communiste de la CGIL décidait d'y renoncer afin d'arriver à un accord avec la composante socialiste de la confédération, qui, elle, avait soutenu le premier décret et le décret-bis. Cette recomposition de l'unité au sommet au détriment des intérêts des travailleurs ne s'est pas faite sans tiraillements chez les syndicalistes communistes. Nombreux sont ceux qui ont aussitôt annoncé leur volonté d'engager des actions au niveau des entreprises pour récupérer les trois points.

L'opposition au décret-bis

La réaction des travailleurs et des conseils d'usine face au décret-bis a été immédiate et l'opposition totale. Pourtant, la nouvelle position de la CGIL a rendu l'organisation de la riposte plus difficile. En effet, en février dernier, les conseils avaient profité de la paralysie totale des sommets syndicaux pour se mettre à la tête de la lutte. Aujourd'hui, la direction de la CGIL est bien déterminée à ce que sa position ne soit pas contestée, même si cela doit passer, encore une fois par une

série de manœuvres visant à canaliser le mécontentement de la base.

La CGIL a en effet vite dû constater que la volonté de riposte restait intacte dans les usines et que les réunions autoconvoquées des conseils d'usine se poursuivaient afin de l'organiser. Dans certaines régions, ils pouvaient même compter avec le soutien de la CGIL locale. Ainsi, une série de grèves générales régionales ont été organisées, à Brescia, à Bologne ; celles du Piémont doit avoir lieu ce jeudi ; à Milan, elle est prévue pour vendredi.

Ne réussissant pas à bloquer cette volonté de lutte, la direction de la CGIL a cherché à en modifier les objectifs. Ainsi, si à Brescia et Bologne la grève a été menée clairement contre le décret-bis et pour la récupération des trois points, à Turin, la manœuvre de la direction CGIL atteint ses objectifs. Au départ, la grève était appelée en commun par les conseils d'usine et la CGIL-Piémont sur une plate-forme opposée au décret. Mais les pressions multiples de la direction nationale ont porté leurs fruits et, si la grève générale est maintenue, elle n'a plus aucun objectif précis. Il en est de même pour une série d'autres grèves prévues pour la semaine prochaine dans d'autres régions : elles ne sont ni contre le décret ni contre le recours au vote de



confiance ni pour la récupération des trois points, explique la direction de la CGIL. Elle n'ajoute pas qu'elles visent essentiellement à servir de soupape au mécontentement de la base.

L'assemblée des conseils d'usine sur l'emploi

Cette situation plus difficile était sensible lors de l'assemblée organisée par les conseils d'usine le 11 mai à Turin pour discuter d'une plate-forme de lutte sur l'emploi. La tenue même de l'assemblée témoigne de la volonté d'un sec-

teur substantiel des conseils d'usine de poursuivre leur lutte pour une autre politique syndicale contre l'austérité. Pourtant, elle était beaucoup moins représentative que les deux précédentes, et les difficultés de la lutte actuelle contre le décret-bis ont pesé sur ses débats. Si la plupart des régions italiennes étaient présentes, elles n'étaient représentées que par une avant-garde des délégués. De ce fait même, elle a peu discuté du décret et n'a pas pu prendre de décision précise, au-delà d'un engagement général des présents à poursuivre la lutte. Par contre, elle a adopté une plate-for-

me de lutte pour l'emploi, centrée autour des trente-cinq heures, qui apparaît désormais comme un axe de lutte à plus long terme au sein des organisations syndicales.

La lutte contre le décret-bis reste à l'ordre du jour et des rebondissements sont encore possibles. En effet, la décision du gouvernement de recourir au vote de confiance enlève toute possibilité à l'opposition d'essayer d'améliorer le décret au Parlement. Dès lors, la volonté de récupérer les trois points par la lutte pourrait bien mettre en échec les manœuvres de la CGIL.

Anna Libéra

GRANDE-BRETAGNE

La bataille de Nottingham

La bataille de Nottingham est cruciale pour la lutte des mineurs de charbon britanniques. Leur leader, Arthur Scargill, déclare que la grève peut durer jusqu'à l'hiver. Contre les conservateurs et la droite syndicale, c'est un mur de solidarité qui doit se dresser à leurs côtés.

« Il faut faire de Nottingham un nouveau Salford ! ». Par ce mot d'ordre, les mineurs britanniques, en grève depuis dix semaines, désignent un objectif capital pour la victoire.

En 1972, avec les milliers de syndicalistes venus les soutenir, ils avaient affronté, une journée durant, les milliers de policiers, tentant d'empêcher la fermeture du dépôt de Salford. Leur victoire paracheva le contrôle des mineurs sur les mouvements de charbon et fut le

début de la fin du gouvernement conservateur d'E. Heath.

Le NUM vote la grève nationale

Les résistances à la grève, encouragées par la droite syndicale, viennent du second bassin minier du pays, le Nottinghamshire, où les mineurs bénéficient d'avantages et de meilleurs salaires. Pour étendre le mouvement, le syndicat des mineurs, NUM, utilise les piquets volants pourtant inter-

dités par les lois antisyndicales du gouvernement Thatcher. Arthur Scargill a réussi à faire voter la grève nationale par la conférence des délégués du syndicat réunie le 19 avril.

Face à cette détermination croissante, Thatcher a déployé un cordon bleu qui n'a rien de culinaire. Deux millions de livres sont dépensés chaque jour pour les barrages qui refoulent les voitures des piquets accusés de vouloir provoquer des désordres. Les grévistes jouent cependant avec succès au chat et à la souris avec les « bobbies ». Cette mobilisation policière jamais vue témoigne de la force du NUM contre lequel une simple bataille juridique n'est pas suffisante.

Une ligne de partage

L'intensité des affrontements des derniers jours, où les policiers blessés se comptent par dizaines, ont vu pour la première fois cinquante-quatre grévistes

inculpés en vertu des lois anti-émeutes.

La solidarité avec la lutte des mineurs est devenue la ligne de partage dans le mouvement ouvrier britannique. Un syndicaliste écossais résumait la situation : « A présent nous sommes tous des mineurs de charbon, une victoire pour eux est une victoire pour nous tous », tandis qu'un autre dirigeant syndical écossais s'exclamait dans sa conférence régionale : « Réveillons-nous et réalisons que ceci est une guerre de classe ! »

Dans le Parti travailliste, la gauche a engagé la bataille et a fait adopter le principe d'une cotisation de cinquante pences pour chacun des deux cent cinquante mille membres. Les militants regroupés autour du journal *Socialist Action* ont proposé une journée de solidarité et que l'ensemble du mouvement ouvrier britannique se tienne prêt à envoyer ses membres à la bataille de Nottingham.

Jean-Jacques Laredo

En souscription jusqu'au 9 juin

La pensée vivante de Sandino 70F au lieu de 95F 480 pages

Un ouvrage fondamental pour comprendre les origines de la révolution nicaraguayenne : les écrits de Sandino, traduits pour la première fois en français. Introduction de Sergio Ramirez, coordinateur de la Junta de gouvernement et une présentation de Jean Ziegler.



Je souscris pour exemplaires à 70F
Frais de port x 13,10 par exemplaire :
Total à payer :

Chèque à l'ordre de PEC.

Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis Paris 11^e (M^o Nation).
 Je souhaite le recevoir à l'adresse ci-dessous et je règle les frais de port.

Nom Prénom
Adresse

Bon à renvoyer à PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

Le printemps des mouvements de paix

L'implantation des fusées nucléaires américaines n'a pas marqué la mort des mouvements pacifistes en Europe. Ceux-ci sont aujourd'hui traversés de débats décisifs pour l'avenir.

Nombreux sont ceux qui attendaient avec impatience l'installation des premiers Cruise et Pershing pour enterrer au plus vite le mouvement antiguerre en Europe. Loin d'avoir entériné une défaite, les mouvements européens continuent à aller de l'avant. Les mobilisations ont un caractère massif. Les gouvernants s'opposent à la majorité des peuples qui refusent les plans de guerre impérialistes.

Comment en serait-il autrement ? L'implantation des euromissiles ne constitue pas pour l'impérialisme US un acte isolé. Ceux qui, dans la classe dominante américaine, envisagent de

faire tourner 60 % de l'industrie autour de l'armement, le savent mieux que quiconque, la militarisation avec les politiques d'austérité qui la financent sont le moyen de faire payer la crise aux travailleurs et aux peuples du monde.

Les gouvernants s'inquiètent

Partout les mouvements cherchent des réponses face à cette offensive globale. Le mouvement allemand a adopté une plate-forme de lutte contre les armements conventionnels. Et le congrès du SPD s'est fait large-

ment l'écho de ces débats.

En Italie, comme en Allemagne des référendums « autogérés » seront organisés lors des élections européennes. Ils montreront la volonté massive de se faire entendre. C'est le même type de démarche qui existe dans l'appel lancé au Danemark, appel qui s'adresse à tous les peuples européens — et qui est repris actuellement en Hollande —, en faveur d'une grève populaire d'un quart d'heure. C'est donc bien à l'approfondissement, à l'enracinement des mobilisations dans la jeunesse et la classe ouvrière qu'on assiste aujourd'hui. Ceux qui comptaient sur leur épuisement doivent trouver de nouveaux arguments.

En Belgique, au Danemark, les gouvernements ont été confrontés à une telle lame de fond, qu'ils ont dû surseoir à la décision d'implantation des fusées américaines. Ce qui n'a pas

empêché la mobilisation de s'étendre à certains secteurs populaires influencés par la Démocratie chrétienne.

Les réponses réformistes

Les courants réformistes cherchent aussi à trouver une issue à cette situation. La mise au premier plan de la revendication de dénucléarisation partielle ou totale — comme elle est avancée en Angleterre par la direction de Campaign for Nuclear Disarmement (CND) — s'accompagne parfois de la demande d'une réforme de l'Alliance atlantique reposant sur la substitution d'un système de défense conventionnelle à l'actuelle stratégie de l'OTAN.

Ceux qui sont porteurs de tels projets se fourvoient. Non seulement ils ne remettent pas en cause l'alliance impérialiste mais ils sous-estiment également les capacités de l'OTAN à récupérer



leurs propos. Ainsi la dernière session du comité des plans de l'Alliance a adopté un programme exceptionnel de « modernisation » des arsenaux conventionnels occidentaux sur la prochaine décennie. Une telle perspective sert de prétexte à une nouvelle offensive américaine en faveur de l'augmentation de 3 % par an en chiffres réels des budgets militaires des Etats membres de l'Alliance.

Les mêmes courants portent aujourd'hui le mot d'ordre de gel nucléaire dans les mouvements pacifistes européens.

Dans les pays où des missiles sont déjà installés, ce mot d'ordre ne peut avoir pour signification que l'acceptation des premières implantations. Les femmes de Grenham Common, qui campent aux abords du site nucléaire, ceux qui en Allemagne organisent cet automne des chaînes humaines s'interposant dans les manœuvres de l'OTAN, tournent de fait le dos à cette orientation.

En France : le gel ?

En France aussi le mot d'ordre de gel nucléaire est porté par les organisations du mouvement antiguerre. C'est tout particulièrement le cas du CODENE qui, depuis son accord avec la direction de la CFDT, a pris le risque d'une position ambiguë sur la force de frappe française, et cela au moment où Serge Depaquit, di-

rigent du CODENE et secrétaire national du PSU multipliait les déclarations en soutien aux aventures françaises au Liban et au Tchad.

Le Mouvement de la paix, lors de ses dernières assises nationales, a, lui aussi, adopté ce mot d'ordre. Mais les débats ont été nombreux au moment où le gouvernement renforce son orientation ouvertement atlantiste et où le PCF le soutient de fait. Pour certains, le gel constituait une démarche positive permettant de s'opposer à toute modernisation de la force de frappe française. Il reste que pour la direction du PCF il s'agit avant tout d'une démarche visant à faire négocier « les deux grands », la France ne réduisant ses propres armements que dans un deuxième temps.

En Europe, l'exigence de la non-implantation des missiles est portée depuis longtemps, celle du retrait des troupes étrangères d'Allemagne fait désormais son chemin, liée aux prises de position courageuses de soldats français. En Espagne, pourtant sans missiles, se développe le refus de la présence des bases que Washington veut implanter ou renforcer dans les pays de la Méditerranée. Ces trois objectifs, qui débouchent tous sur une remise en cause de l'OTAN, sont les meilleurs gages de la progression des mouvements de paix, en France comme ailleurs.

Verveine Angeli

Des brigades de solidarité pour le Nicaragua

Près de trois cents brigadistes partiront cet été au Nicaragua dans le cadre des « brigades de solidarité » organisées par le comité de solidarité avec le Nicaragua. Sous leur propre initiative, France-Amérique latine, la CGT et d'autres associations organisent aussi, chacune, des brigades pour le Nicaragua.

Des centaines de militants de la solidarité seront présents cet été au Nicaragua en provenance de France. Ce mouvement est le même dans les autres pays d'Europe occidentale, en Allemagne fédérale, en Italie et en Espagne principalement.

Ces brigades de solidarité répondent à l'appel des Nicaraguayens eux-mêmes, de leur gouvernement et du FSLN. Ce faisant, les responsables nicaraguayens témoignent de l'importance qu'ils accordent à l'expression de la solidarité internationale. En proposant depuis maintenant plusieurs années l'organisation de telles brigades, ils renouent avec le meilleur des traditions de l'internationalisme. Les « internationalistes », comme on appelle au Nicaragua les militants de la solidarité venus de tous les continents, apportent ainsi le témoignage concret de l'écho que rencontre le combat du peuple nicaraguayen.

L'envoi de brigades de

solidarité au Nicaragua est partie intégrante du développement du mouvement de la solidarité envers les peuples d'Amérique centrale aujourd'hui attaqués sans relâche par l'impérialisme.

En participant aux tâches civiles de construction d'écoles et de bâtiments pour les coopératives agricoles, il s'agit bien sûr d'aider matériellement un peuple qui est non seulement confronté à la nécessité de reconstruire une économie ravagée par des décennies de dictature somoziste, mais qui doit aussi faire face aux sabotages de la contre-révolution financée par la CIA, et au blocus de ses ports minés par le gouvernement nord-américain.

L'intérêt et l'utilité des brigades de solidarité ne se limitent pas à cet aspect d'aide matérielle. Il s'agit aussi de l'expression d'un soutien politique à tout un peuple agressé parce qu'il a triomphé le 19 juillet 1979, il y a cinq ans, de la domi-

nation impérialiste. Aller au Nicaragua cet été, c'est affirmer aux Nicaraguayens qu'il existe un mouvement important décidé à les soutenir. C'est aller porter directement cette affirmation, dans les villages et coopératives agricoles des régions frontalières du Nord et du Sud du pays, là où la « contra » fait porter l'essentiel de ses attaques.

Partir au Nicaragua cet été, c'est aussi se doter de moyens plus efficaces pour animer en France le mouvement de solidarité. Alors que maintenant, la plupart des brigades constituées connaissent les lieux où elles seront accueillies, il est plus aisé de collecter fonds et messages de soutien de la part des syndicats, organisations syndicales et humanitaires. L'activité des comités et structures locales de solidarité ne peut qu'être favorisée si elle s'appuie sur les projets concrets liés à l'envoi d'une brigade.

L'envoi de près de trois cents brigadistes cet été, c'est aussi l'envoi de trois cents témoins qui pourront raconter à leur retour la réalité du processus révolutionnaire qui se déroule au Nicaragua, la réalité d'un pays où toutes les armes sont données au peuple pour défendre des acquis durement gagnés, la réalité de l'agression perpétrée par

le gouvernement des Etats-Unis.

En ce sens, l'envoi de brigades de solidarité, l'expérience des années précédentes l'a à chaque fois vérifié, c'est un moment privilégié pour la formation de nouveaux et meilleurs militants pour la solidarité en France.

L'envoi de brigades de solidarité revêt cette année une importance toute particulière. L'aggravation des menaces qui pèsent sur les peuples d'Amérique centrale exigent une intensification de l'action pour arrêter le bras armé de l'impérialisme. Préparer une relance de l'activité de solidarité, tout faire pour y intégrer le mouvement ouvrier, passe aujourd'hui par une bataille importante pour les brigades de solidarité. Il y a urgence pour le Nicaragua. Il est encore temps de s'inscrire pour participer aux brigades de cet été. Tous les militants révolutionnaires et anti-impérialistes se doivent d'être les meilleurs artisans de cette manifestation concrète de solidarité internationale.

Jean-Claude Bernard

Pour tous les renseignements concernant l'inscription aux brigades de solidarité, contacter le Comité de solidarité avec le Nicaragua, 14, rue de Nanteuil, 75 015 Paris. Tél : 533 09 08

Des départs sont prévus début juillet, début août, début septembre. Prix du voyage Paris-Managua : 5 400 francs.

Reagan hors d'Amérique centrale

MANIFESTATION

Mercredi 6 juin, 18h30

Place de la République

Comité Nicaragua, comité El Salvador, collectif Guatemala, association culturelle France-Nicaragua, comité France-Colombie, Arcilla, coordination des comités Chili (Paris), collectif anti-impérialiste, CAIS Argentine, comité Mexique, CFDDH Pérou, comité Haïti, association de solidarité Grenade, FARC, CLA, comité de coopération scientifique et technique avec le Nicaragua, CFPPG Pérou, COSOFAM Argentine, CIFP (Pérou), Citoyens des Etats-Unis pour une politique étrangère plus humanitaire, UTEG, AGEU-UPLG, Association des travailleurs turcs, CEDETIM, CODENE, CCA, JCR LCR, PCML, PSU, UTCL, LO, LOR



ENTRETIEN AVEC IMAD SALEH

« Je suis engagé dans la lutte du peuple palestinien »

Après Sarah Alexander que nous avons interviewée la semaine dernière, nous avons rencontré Imad Saleh, qui entouré de son groupe Deir Yassin, chantera avec Sarah à notre rassemblement.

● **Tu dis : « Je suis palestinien, c'est une identité de lutte et non une nationalité. » Peux-tu préciser ?**

La question palestinienne est une identité de lutte et pas seulement une nationalité. Lutter pour une Palestine libre, démocratique et laïque est une cause qui concerne tout le monde... Dans une Palestine libre, il n'y aurait pas de problème tel que le terrorisme un peu désespéré, le terrorisme de Septembre noir, répercuté aujourd'hui partout dans le monde.

● **Tu es sociologue, comment t'est venue cette envie, ce besoin de chanter ?**

J'ai commencé en Syrie, où j'ai vécu. J'ai joué dans un groupe engagé où j'ai appris des tas de choses. Un jour, le groupe a joué mes propres compositions à la radio et à la télé syriennes. Faire de la musique, c'est pour moi la continuation d'une lutte que j'ai commencée en 1968...

En France, j'ai continué à faire des chansons, j'ai chanté un peu partout. Peu à peu, un groupe s'est constitué ; il s'intéressait à la cause palestinienne, il voulait la faire avancer sous sa forme culturelle : musicale et poétique. Ça fait pas mal d'années qu'on continue dans cette voie.

● **La même question qu'à Sarah : tu chantes avec elle qui est israélienne. Au-delà de la dimension politique, très visible, de votre association, qu'est-ce qui vous accroche ? Qu'est-ce qui vous rapproche, musicalement ?**

Ma rencontre avec Sarah est un acte d'amour. Non pas physique, un acte d'amour dans un sens très précis : je suis engagé dans la lutte du peuple palestinien. Ce n'est pas une lutte contre les Juifs en tant que Juifs, mais contre le mouvement sioniste, raciste, colonialiste et expansionniste. Sarah est d'accord pour condamner le sionisme et, moi, je partage sa condam-

nation des répressions anti-juives qui ont eu lieu en Europe et ailleurs. Je partage avec elle la lutte contre l'antisémitisme et l'antijudaïsme. Je suis pour la reconnaissance de la différence culturelle : historique, religieuse. Sur cet engagement là on s'est rencontré. C'était à une période où des événements très durs, très douloureux se déroulaient au Moyen-Orient, tels que les massacres de Sabra et Chatila qui ont marqué la conscience internationale. C'est à cette époque aussi qu'est apparu le mouvement « La paix maintenant » en Israël (ou si tu veux bien en Palestine occupée). Ce mouvement mené par des Israéliens m'a profondément touché. Je suis en contact avec certains d'entre eux, ils luttent pour la paix au Moyen-Orient, pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien à disposer de lui-même, la reconnaissance de l'OLP en

tant que représentant du peuple palestinien. Ma rencontre avec Sarah s'est donc faite dans un but précis : moi, Palestinien, partie prenante de ces nombreux Palestiniens, qui ne sont pas minoritaires, en Palestine et au-dehors, qui veulent absolument vivre avec tous les Israéliens, qui ne font aucune discrimination de race ou de religion, et qui veulent vivre en paix avec les Israéliens qui nous reconnaissent et veulent établir un dialogue. Ceux qui veulent établir un Etat où tout le monde pourrait exister sans aucune discrimination de race ou de religion, et moi, j'ajoute, de classe : une société libre, juste, équitable. C'est peut-être pour toi le socialisme, mais peu importe le terme : une société où il n'y aurait plus d'exploitation de l'homme par l'homme.

Propos recueillis par Alexis Violet

Dimanche 27 mai

Au Bourget à 14h

Sarah Alexander et Imad Saleh

Aïda à Bercy : cache-cache Verdi

On ne joue plus *Aïda* au palais de Bercy. Mais il n'est pas trop tard pour en dire quelques mots. En guise d'avertissement pour le prochain opéra qui sera monté au palais omnisport.

Imaginez : Verdi organise les six jours cyclistes à l'opéra de Milan, Wagner le championnat européen de moto-cross sur la scène du théâtre de Bayreuth... Absurde ? Pourquoi ? Chirac a bien fait construire un vélodrome de plusieurs dizaines de milliers de places où l'on donne *Aïda*.

Certes, l'orchestre et les interprètes sont à peu près autant « à leur place » que Yannick Noah, plaçant ses services entre les gradins de l'amphithéâtre antique d'Orange. On imagine les balles perdues... comme on doit imaginer les voix qui se dispersent dans le palais de Bercy.

Certains parlent d'« événement historique ». Des dizaines de milliers de spectateurs pourraient goûter un spectacle réservé, jusqu'à présent, aux privilégiés

des places limitées de l'Opéra. N'importe quoi ! En fait, le metteur en scène a simplement multiplié le nombre de marches à monter ou descendre par le nombre de figurants sur le plateau pour dissimuler les trous de musique inaudible.

Il est des chefs d'orchestre et des chanteurs pour se prêter à ce nouveau jeu : cache-cache Verdi.

Aïda Bercy sent aussi le calcul politique. La municipalité parisienne construit un palais omnisport, et fait la pige au futur opéra de la Bastille. Trop à gauche... ça.

On voit le niveau du maire, son respect pour l'auditeur, comme pour l'auteur.

L'intérêt populaire croissant pour la musique, pour le grand opéra laisse un problème entier : offrir à tous la possibilité de l'entendre. Imposer le libre accès aux salles construites à cet effet. La « preuve par *Aïda* », c'est bien, qu'à ce propos, Bercy n'y peut strictement rien.

M. M

LES ENJEUX DES ELECTIONS EUROPEENNES (3)

L'Europe de la rose

Les partis de la II^e Internationale apparaissent comme le groupe politique le plus homogène du Parlement européen. Mais ils y développent une orientation contraire aux intérêts et aux espoirs du monde du travail.

« L'Europe sera socialiste ou ne sera pas. » En menant campagne sur ce thème en 1979, le PS français faisait moins allusion à son projet de société qu'à l'omniprésence de la social-démocratie sur le vieux continent. Force est en effet de constater que, de tous les groupes en compétition pour le renouvellement de l'Assemblée de Strasbourg, cette dernière se présente comme le plus homogène. Regroupés dans une structure commune, les PS de la Communauté viennent encore, à l'occasion de leur 13^e Congrès, les 8 et 9 mars derniers, de se doter d'une plate-forme unifiée en vue du scrutin du 17 juin.

Principal terrain d'action de l'Internationale socialiste (IS), l'Europe a toujours été au centre de ses préoccupations. Accédant au pouvoir dans divers pays, après la Seconde Guerre mondiale, les partis social-démocrates ont toujours cherché à coordonner leurs politiques afin de leur donner quelque efficacité et de renforcer leur crédibilité aux yeux des classes dominantes.

Adaptation au capital européen

Ce courant se présente tout d'abord comme le moteur de la construction de la CEE. Il s'est fait le chantre de l'« intégration européenne » et de la supranationalité. En 1974, Willy Brandt, président de la II^e Internationale et du SPD ouest-allemand, affirmait par exemple : « Comme notre activité social-démocrate s'étend loin — la Communauté européenne et ce qui l'entoure — nous avons tout particulièrement lieu de regretter que la Communauté soit privée d'autorité politique. »

Une telle démarche reflète bien l'adaptation de la social-démocratie aux exigences des fractions avancées du capital européen. Elle l'a conduit à reprendre à son compte les plans anti-ouvriers de la CEE et à user de son crédit auprès du tiers monde pour faciliter l'accès des bourgeoisies de la CEE à de nouveaux marchés. Ainsi, en 1973, la Fondation Friedrich-Ebert — organisme financé par le SPD, qui étend ses ramifications à travers le monde — ouvrait un bureau à Bruxelles. Sa mission ? « Informer sur la Communauté européenne les pays du tiers monde afin de promouvoir la coopération entre la CEE et les pays associés, en exploitant les contacts étroits que la fondation entretient avec des personnalités dirigeantes des pays en question. Ce qui doit se faire avant tout par des conférences éducatives et des sessions d'experts. » Voilà qui rejoint tout à fait les objectifs de la Convention de Lomé, contractée entre la CEE et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) afin de renforcer les liens entre les impérialismes européens et les régimes néo-coloniaux de cette zone.

En se subordonnant de cette façon aux bourgeoisies du vieux continent ou à certaines de leurs fractions, les dirigeants socialistes en ont également relayé les rivalités d'intérêts. Cela s'est traduit par des affrontements permanents au sein de l'IS.

Des oppositions d'intérêts

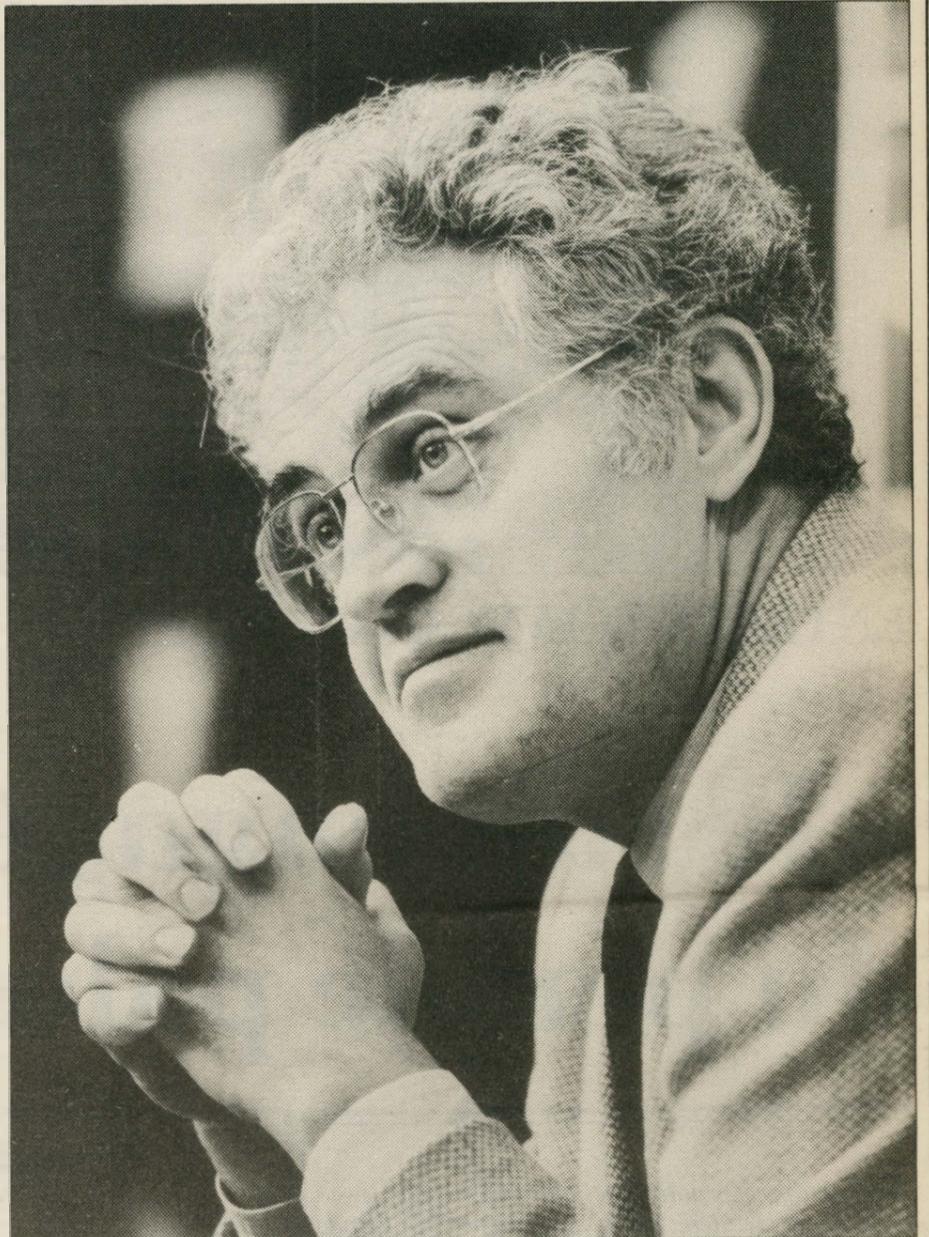
En 1950, contre les partis français, belge et hollandais, le Labour Party se faisait l'écho de l'hostilité des possédants britanniques à la perspective d'une zone de libre-

échange en Europe occidentale. Cette dernière menaçait en effet leur position et risquait d'affaiblir le rapport de forces dont ils disposaient grâce à l'existence du Commonwealth et d'une zone Sterling dont Londres était le banquier. Les leaders du Labour écrivaient alors : « La Grande-Bretagne est le centre nerveux du Commonwealth mondial qui s'étend sur chaque continent. Sur tous les plans (...), nous autres Anglais sommes plus proches de nos parents en Australie ou en Nouvelle-Zélande que des Européens. (...) Les économies des pays du Commonwealth sont complémentaires de celle de l'Angleterre à un point inconcevable pour l'Europe occidentale. » (European Unity, 1950.)

De même, quelques mois plus tard, le SPD s'opposa à ses partenaires qui soutenaient le plan Schuman et la création de la CECA (Communauté du charbon et de l'acier), dans lesquels il discernait la volonté des puissances victorieuses de 1945 d'asseoir leur prééminence en Europe et de « détourner la force économique allemande à leur profit » (Neuer Vorwärts, 6 avril 1951).

Ces contradictions aboutirent à la paralysie de ce courant durant près de vingt-cinq ans, la situation ne commençant à changer que lorsque le SPD gagna les élections en RFA. Willy Brandt puis Helmut Schmidt prirent alors la tête de la bataille pour la construction de l'Europe, au nom des besoins des secteurs de pointe du capitalisme allemand. Ce qui devait aboutir, en 1975, au Congrès social-démocrate de Mannheim, à la proposition d'une relance de la coopération entre les partis de la II^e Internationale.

Cela ne mit cependant pas fin aux querelles. Ainsi, au cours des dernières années, les dirigeants travaillistes se firent l'expression des exigences particulières de la classe dominante britannique, en position de faiblesse dans la CEE et qui maintient des relations privilégiées avec le Commonwealth et les Etats-Unis. Et aujourd'hui, les affrontements mettent aux prises les socialistes espagnols et portugais — par-



tisans d'une intégration rapide de leurs pays à la Communauté — et les partis français et allemand, qui se font l'écho des hésitations des bourgeoisies les plus fortes devant le coût d'un tel élargissement. Lionel Jospin résume fort bien les enjeux du débat : « Cet élargissement est lié à la solution des problèmes de la CEE et à la négociation des difficultés que pose l'élargissement dans les domaines agricole, budgétaire, commercial, régional et de la pêche. » (Le Point, 21 mai 1984.)

La position clé du PS français

Au pouvoir dans la seconde puissance de la CEE et après les échecs électoraux des social-démocrates en Grande-Bretagne et RFA, les socialistes français occupent une position clé en Europe. Dans leur dernier manifeste, élaboré en vue du scrutin du 17 juin, ils plaident en faveur d'une relance économique concertée, d'une politique industrielle commune permettant « la préservation et la création d'emplois » et la constitution d'un « espace social européen », favorisant l'accès des travailleurs « aux possibilités de travail et d'éducation ».

De telles propositions peuvent apparaître généreuses. Elles ne sont cependant que de la poudre aux yeux dès lors que leurs auteurs ne remettent pas en cause la domination des banques et des multinationales. Car l'intérêt des patrons n'est pas, en cette période de dépression, de revenir au plein emploi, mais d'accroître la rentabilité financière des entreprises, de renforcer leur compétitivité.

Dès lors qu'ils contournent cette donnée

fondamentale, la politique des socialistes français ne peut se résumer qu'à l'acceptation de la logique du capitalisme en crise. Une récente brochure du PS — « Connaître l'Europe », éditions de l'An 2000 — est à cet égard révélatrice. Elle indique notamment que « l'essentiel est dans la capacité de la Communauté à conduire une véritable politique industrielle commune, avec ce qu'elle comporte de standardisation, de partage des filières, de création de groupes à l'échelle européenne. On voit les enjeux. Ils concernent dans un premier temps, des milliers d'emplois, à supprimer ou reconverter, mais aussi à créer ; plus encore, ils concernent des redéploiements géographiques et qualitatifs difficiles à mesurer, donc des risques à prendre, qui sont difficilement évaluables ».

Voilà qui a le mérite de la clarté. Les objectifs sociaux passent au second plan, derrière la rentabilisation de l'appareil productif qui implique la détérioration des conditions de vie de la population laborieuse et des licenciements par dizaines de milliers. C'est dans cette optique que les socialistes français proposent de faire de nouveaux pas dans la voie de la supranationalité. Leur manifeste se prononce notamment pour l'abandon de la règle de l'unanimité dans les décisions communautaires. Décidément, les travailleurs n'ont rien à gagner à ce programme de construction et de renforcement de l'Europe des exploitateurs.

Christian Picquet

● Prochain article : les partis communistes et la CEE.

Pour en savoir plus

LA BRECHE

PROFILS DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE EUROPEENNE

PARLEMENT

JOHN ROSS GUNTER HINKEBUP RAIMUND ICHW JULIAN HYNKSON ALAN FREEMAN GIFFRICE JOHNSON TOM EUSTASSION JACQUES MERGOT FRANCISCO IBERCA MARIANO FERNANDEZ ENCUBIA ANTONIO MOSCOSO

Un ouvrage indispensable.
75 francs.

Commandes :
PEC, 2, rue Richard-Lenoir
93108 Montreuil.